

Single Market NEWS

The Newsletter of DG XV - Internal Market and Financial Services

No 1

November 1995

EN POINT DE MIRE

- | | |
|--|----|
| Initiative "les citoyens d'abord!" | 2 |
| La libéralisation des services financiers en marche | 6 |
| Adoption of Cross-Border Credit Transfers Directive | 8 |
| EMU is the answer to currency fluctuation problems | 9 |
| Proposal on Supervision of Insurance Undertakings in a Group | 10 |
| Green Paper on Utility Models | 16 |
| Adoption of the Data Protection Directive | 18 |
| Livre vert sur la protection de la propriété intellectuelle dans la société de l'information | 22 |

DOSSIER SPECIAL

INSERT

Présentation des trois propositions permettant de réaliser l'objectif de la libre circulation des personnes dans la Communauté.



Commission Européenne
European Commission
Europäische Kommission

S O M M A I R E

ACTUALITE DU MARCHE INTERIEUR

● Initiative "les citoyens d'abord!"	2
State of Transposition on 20 September 1995	3
Conférence sur le rapport 1996	4
Avis motivé à la France pour non-exécution d'un arrêt de la Cour	4
Enquête sur le contrat du Grand Stade parisien	4
Procédures d'infraction pour violation des règles marchés publics	5
Avis motivé à la Grèce	5

SERVICES FINANCIERS

● La libéralisation des services financiers en marche	6
● Adoption of cross-borders credit transfers Directive	8
● The EMU is the answer to Currency fluctuations' problems	9
● Proposal on supervision of insurance undertakings in a group	10
Proposal on Securities Committee	12
Procédures d'infraction dans les assurances	12
Adoption de la directive "post-BCCI"	12
Common position on Investor Compensations schemes	12

DOSSIER SPECIAL / SPECIAL INSERT

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES	EN PAGES INTERIEURES
FREE MOVEMENT OF PERSONS	SEE PAGES INSIDE

DROIT DES SOCIETES

New strategy on accounting	13
----------------------------	----

LIBRE CIRCULATION

Trade restrictions: Commission action bears fruit	14
Free movement of services: reasoned opinion sent to Spain	14
Reconnaissance mutuelle des diplômes: l'Espagne en infraction	14
Libre circulation des personnes: plus de liberté en toute sécurité	15
Libre circulation des infirmiers: avis motivé à la France	15

PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

● Green Paper on Utility Model	16
● Adoption of the Data protection Directive	18
Plant-Protection invention: new proposal	20
Droit de location et de prêt: ouverture de procédures d'infractions	20
Design protection	20

A LA COUR DE JUSTICE CE

La Cour donne raison à la Commission dans une affaire de marché publics/Allemagne	21
Arrêts du 1.08.95 au 15.10.95	21

MEDIAS ET SOCIETE DE L'INFORMATION

● Livre vert sur la protection de la propriété intellectuelle dans la société de l'information	22
--	----

AU JOURNAL OFFICIEL CE

	24
--	----

PUBLICATIONS / DIVERS / AGENDA

	25
--	----

E D I T O R I A L

#4051(S)
by John Mogg



I am pleased to be able to present to you our new-look magazine, revised and improved in both its contents and its presentation (not to mention its title). We have tried to incorporate as many of our readers' suggestions as possible.

As you can see, we have acted on your numerous requests for more practical information such as reference numbers of documents, people to contact for further information, details of internal market and financial services texts published in the EC Official Journal, summaries of important rulings by the EC Court of Justice and personnel changes in DGXV.

We attach great importance to presentation of the magazine. The most important articles are now listed on the cover page, and we have introduced a more attractive layout.

Many readers have asked for full translations of articles into French, English and German. Unfortunately, we are unable to provide this for budgetary reasons, but we will continue to provide summaries in the two other languages for all the main articles as well as a two language (English/French) version of the Special Insert.

The magazine's new title "Single Market News" reflects the interests of the readers. Please do not hesitate to contact us with further suggestions for improvements.

John Mogg

Initiative: "Les citoyens d'abord"

Informing citizens of their rights

La politique communautaire est parfois présentée comme une nébuleuse réglementaire complexe, éloignée des préoccupations quotidiennes des citoyens. Si ces règles sont, en effet, souvent complexes et exprimées dans un langage incompréhensible pour Monsieur tout le monde, elles ont en revanche des implications directes sur la vie quotidienne de millions de citoyens européens. Le but de l'initiative "Les citoyens d'abord!",¹ est de montrer aux citoyens que la politique communautaire est faite avant tout pour eux et que le marché intérieur leur confère de nombreux droits et des opportunités en terme de travail, d'achats de biens et services, de voyages, d'études, etc.

Campagnes d'information

L'initiative démarrerait mi-1996 avec le lancement de cinq campagnes d'information et de sensibilisation destinées au grand public. Ces campagnes viseraient à faire connaître aux citoyens les droits qui découlent de la mise en œuvre du marché unique, les procédures à suivre pour exercer ces droits dans les différents Etats membres et les moyens dont ils disposent pour les faire valoir. Les thèmes traités seraient les suivants:

1. travailler dans un autre pays de l'Union/ établir sa résidence dans un autre pays de l'Union
2. acheter des biens et services au-delà des frontières/bénéficier des services financiers dans l'Union
3. étudier dans un autre pays de l'Union
4. voyager dans l'Union
5. les ressortissants non communautaires et le marché unique
6. les soins de santé dans l'Union
7. la santé et la sécurité sur le lieu du travail
8. l'égalité des chances dans l'Union

Publication de guides

Au moment du lancement de chaque campagne, un guide sera publié pour expliquer aux citoyens, de manière simple, concise et

compréhensible, les thèmes de la campagne (10 au total). Ils seront accompagnés de fiches d'information, disponibles sur demande, qui décriront de manière beaucoup plus détaillée les procédures nationales à suivre pour exercer et faire valoir ses droits dans tel ou tel Etat membre.

Chaque guide sera traduit dans les langues officielles de chaque Etat membre et adapté au pays auquel il est destiné. Par exemple, le guide "Résider dans un autre Etat membre" qui sera publié en France donnera des informations aux Français souhaitant se rendre dans d'autres pays de l'Union pour y résider, indiquera les points de contact nationaux où de plus amples informations peuvent être obtenues, spécifiera les moyens de recours nationaux en cas de problème, etc.

La Commission à l'écoute des citoyens

Au cours de la première étape, la Commission ne se contentera pas d'informer les citoyens, elle recueillera leurs suggestions et étudiera les problèmes qu'ils rencontrent pour exercer ou faire valoir leurs droits dans le marché intérieur. La seconde étape (probablement en 1997) est destinée à tirer les enseignements de la première étape. Il s'agira de mettre en place des structures permanentes et efficaces d'information des citoyens et de prendre les initiatives qui s'avèreront nécessaires pour renforcer ou mieux garantir les droits des citoyens au sein du marché intérieur.

Les Etats membres et le Parlement européen devront être étroitement associés à cette initiative de manière à montrer aux citoyens que l'Union dans son ensemble est déterminée à promouvoir et protéger leurs intérêts. La participation active des administrations nationales est également indispensable pour pouvoir informer les citoyens des dispositions nationales précises et concrètes qui existent dans chaque Etat membre pour faire valoir leurs droits. Enfin, les organisations non-gouvernementales auront un important rôle de relais à jouer pour faire parvenir les informations à ceux qui en ont le plus besoin.

¹ L'initiative "Citizens First" a été identifiée par la Commission le 11 octobre 1995 comme une action prioritaire d'information pour 1996.

Resümee

Ziel der Initiative "Der Bürger zuerst!" ist es, die Vorteile des Binnenmarkts aufzuzeigen und zu beweisen, daß für die Union der Bürger an erster Stelle steht. Auf diese Weise soll gewährleistet werden, daß der Binnenmarkt für den europäischen Bürger Wirklichkeit wird. Vorgesehen sind Informationskampagnen über die Rechte, die dem Bürger aus dem Binnenmarkt erwachsen, sowie Leitfäden zu bestimmten Themen. In der zweiten Phase (voraussichtlich 1997) wird die Kommission Informationssysteme einrichten, um diese Initiative zu einer dauerhaften Einrichtung zu machen, und gegebenenfalls neue Initiativen ergreifen, um die Rechte der Bürger im Binnenmarkt zu stärken und besser zu schützen.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter John Farnell DGXV A-1
Tél.: (322)295 63 94
ou 296 20 86
Fax: (322) 296 09 50

Summary

The aim of the initiative "Citizen First!" is to demonstrate the benefits of the internal market for citizens and to prove that the Union puts citizens first and intends to ensure that the single market becomes a reality for them. The initiative will comprise information campaigns to inform citizens of the rights deriving from the implementation of the single market and publication of thematic guides. During a second stage (probably in 1997), the Commission will establish information systems to go on with this experience in a permanent way and will take, if necessary, new initiatives in order to reinforce or better guarantee citizens' rights in the single market.

Transposition

Austria and Finland show significant delays

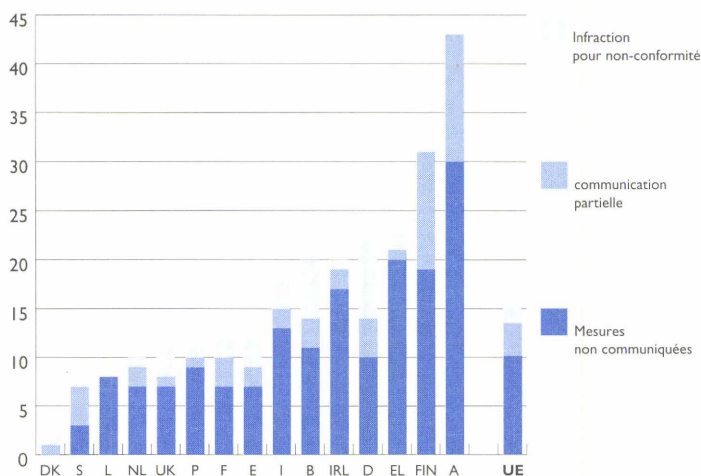
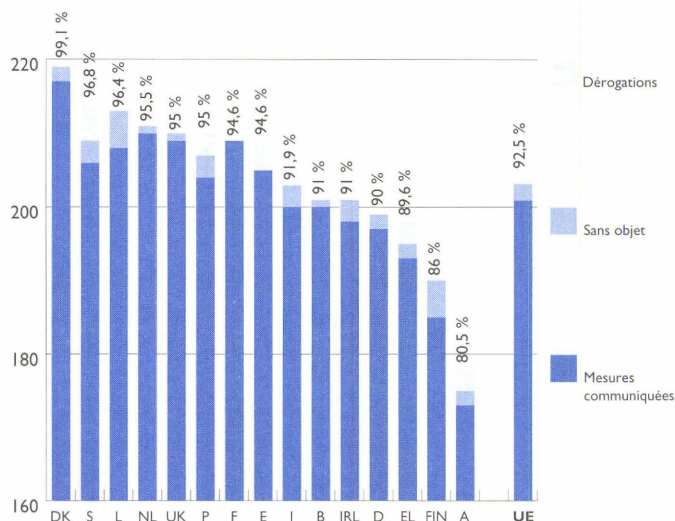
For the first time, the report on the implementation of the White Paper Directives includes complete information regarding all Member States. It refers to 275 measures in force, 221 of which require national implementing measures. The general state of transposition in the EU on 20 September 1995 is almost unchanged: 92.5%, compare to 92.6% in the previous report of 1 June 1995.

National performance differs widely between Member States. The highest rate of transposition is registered in *Denmark* (99.1%), followed by *Sweden* (96.8%), *Luxembourg* (96.4%), the Netherlands (95.5%), the United Kingdom and Portugal (95%); meanwhile *Finland* (86%) and, above all, *Austria* (80.5%) show significant delays. *Greece* (89.6%) is worthy of mention because it has been able to catch up: its rate of transposition now approaches that of *Germany*, which is unchanged at 90%.

Some sectors still present significant delays for transposing White Paper Directives. They are:

- *insurance*: principally in transposing the Directive on direct insurance other than life insurance and the Directive on direct life insurance
- *new technologies and services*: some Member States have only partly transposed which presents a serious risk of fragmentation of the Community market
- *intellectual property*: transposition occurs with considerable delays and then often after infringement proceedings have been initiated
- *public procurement*: transposition time limits are rarely respected and there are many cases of incorrect transposition
- *company law*: transposition in this sector is a problem for the new Member States, and particularly for Finland and Austria, which have not communicated transposition measures for any Directive so far.

For more information,
please contact Laura Gatti
DGXV A-1
Tel.: (322)299 16 03
Fax: (322)296 09 50



Etat de transposition des mesures du Livre Blanc
275 dispositions en vigueur / 221 appelant des mesures nationales d'exécution
Situation par Etat membre (20 septembre 1995)

	Mesures communiquées	Sans objet	Dérogations	Mesures non communiquées	Communication partielle
DK	217	2	0	0	1
S	206	3	5	3	4
L	208	5	0	8	0
NL	210	1	0	7	2
UK	209	1	0	7	1
P	204	3	3	9	1
F	209	0	0	7	3
E	205	0	4	7	2
I	200	3	0	13	2
B	200	1	0	11	3
IRL	198	3	0	17	2
D	197	2	0	10	4
EL	193	2	3	20	1
FIN	185	5	0	19	12
A	173	2	3	30	13

Conference: Review of the Single Market

Clear indications of Single Market benefits revealed

It is already clear that the positive effects of the single market are beginning to make themselves felt in the marketplace" stated Mario Monti, Commissioner for internal market, on 27 September 1995. Speaking at the conference organised in Brussels on the initiative of DGXV concerning the 1996 review of the impact of the single market (see last issue of DGXV News), Mr Monti said that "initial indications of some of the 40 independent studies now underway show that when we compare developments in particular sectors in the EU with the same sectors in the US and Japan during the same period, there are effects such as lower prices which are largely attributable to the new competitive environment introduced by the single market. This is true, for example, in the banking and telecommunications equipment sectors. In other sectors, the jury is still out".

Mr Monti used the conference to launch an appeal to business, commerce, consumers and all other interested parties to contribute to the review process by coming forward with their own experiences and suggestions for improvements. "The result of the review, due to be published in mid-1996, will constitute a sound basis for fine-tuning the existing framework of single market rules", explained Mr Monti. "We have absolutely no intention of proposing a vast new programme of legislation, but do intend to fill any gaps that become apparent and to adapt the rules to changing realities".

For more information,
please contact
Alexander Spachis
DGXV A-1
Tel.: (322)295 74 60
Fax: (322)295 43 51

Marchés Publics:

Enquête dans le monde du foot

La Commission a décidé le 26 octobre 1995 d'ouvrir une procédure d'infraction conformément à l'article 169 du Traité CE à l'encontre de la France pour l'attribution du contrat relatif à la construction et à l'exploitation du Grand Stade à Saint-Denis (banlieue parisienne) prévu pour la coupe du monde de football en 1998.

Sur base des informations dont elle dispose, la Commission considère que la procédure suivie pour l'attribution du contrat pourrait violer les dispositions de la directive 93/37/CE sur la passation de marchés publics de travaux.

Les préoccupations de la Commission concernent essentiellement le respect du règlement de consultation défini par le pouvoir adjudicateur ainsi que les caractéristiques de la convention finale.

En l'absence de réponse satisfaisante de la part de la France dans les deux mois suivant la réception de la lettre de mise en demeure, la Commission pourrait décider de passer à la seconde étape de la procédure d'infraction - envoi d'un avis motivé - avant la saisine de la Cour de Justice.

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Bertrand Carsin DGXV B-3
Tél.: (322)295 57 95
Fax: (322)296 09 62

EN BREF

Envoi d'un avis motivé à la France

La Commission a décidé le 20 juillet 1995 d'envoyer un avis motivé à la France pour ne pas avoir exécuté l'arrêt prononcé à son encontre par la Cour de Justice, en janvier 1993, pour non-application de la directive du 25 juillet 1985 relative à la responsabilité du fait des produits. La directive devait être mise en œuvre au plus tard le 29 juillet 1988. Cet avis a été adressé conformément à l'article 171 du Traité CE qui prévoit que si un Etat membre ne se conforme pas à un arrêt de la Cour, celle-ci peut lui imposer le versement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Bertrand Carsin, DGXV B-3
Tél.: (322)295 57 95
ou 295 47 13
Fax: (322)296 09 62

Violation des règles "Marchés publics": Ouverture de procédures d'infraction

La Commission a décidé le 20 juillet 1995 d'envoyer des avis motivés (seconde étape de la procédure d'infraction avant la saisine de la Cour de Justice) et de saisir la Cour de Justice dans un certain nombre de cas dans lesquels les Etats membres ont mal transposé ou mal appliqué sur le terrain les règles communautaires relatives aux marchés publics.

Il a été décidé d'envoyer des avis motivés :

- à la France et à l'Allemagne pour non transposition de la directive 93/38/CEE du 14 juin 1993 sur la passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. Cette directive, communément appelée directive "secteurs exclus", devait être transposée en droit national et appliquée au plus tard le 1er juillet 1994
- à l'Irlande pour non respect de la directive "marchés publics de fournitures". En mars 1994, le Irish Forestry Board, organisme créé en application de la loi forestière de 1988, a lancé un appel d'offres portant sur des engrais sans publier d'avis au Journal Officiel CE, contrairement à ce qui est exigé par la directive. Bien que le Irish Forestry Board n'appartienne pas formellement à l'administration de l'Etat, la Commission a estimé qu'il relevait de la notion d'Etat et se devait d'appliquer les dispositions de la directive.
- à la Grèce pour refus d'arrêter les mesures appropriées afin d'appliquer la directive 89/665/CE relative aux procédures de recours en matière de passation de marchés publics. Le problème qui se pose en Grèce résulte principalement de l'absence de mesures provisoires complètes et efficaces pour protéger en temps utile les participants aux procédures de passation des marchés publics, ainsi que de moyens spécifiques d'exécution des décisions de justice à l'encontre des pouvoirs adjudicateurs.



EN BREF

Clôture d'une procédure d'infraction à l'encontre de la Grèce

La Commission a, par ailleurs, décidé le 20 juillet 1995 de clore la procédure d'infraction qui avait été ouverte à l'encontre de la Grèce pour violation de la directive 93/37/CE sur la passation de marchés publics de travaux à propos de la construction de la Centrale de traitement des eaux usées de Thessalonique. La procédure avait été engagée en raison de l'acceptation par les autorités adjudicatrices d'une offre non conforme au cahier des charges. Suite à l'envoi de l'avis motivé, la Grèce a annulé l'adjudication de ce marché.

*Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Bertrand Carsin, DGXV B-3
Tél.: (322)295 57 95
Fax: (322)296 09 62*

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Bertrand Carsin, DGXV B-3
Tél.: (322)295 57 95
Fax: (322)296 09 62

Accord mondial sur la libéralisation

Meilleur accès aux marchés des pays tiers pour les

Summary

On 28 July 1995, the European Union and its Member States concluded a multilateral agreement with 28 member countries of the World Trade Organisation (WTO) to liberalise financial services. All these countries entered into engagements to open their markets to companies of the other countries party to the agreement and accepted that these engagements should be governed by the rules of the General Agreement on Trade of Services under the supervision of the WTO. The agreement will offer new opportunities in terms of third countries market access to European banks, insurance and investment companies. It will enter into force after ratification on 1 July 1996 for a period of 18 months.

Le 28 juillet 1995, 28 pays¹ plus l'Union européenne et ses Etats membres sont arrivés à un accord multilatéral sur la libéralisation des services financiers. Tous ces pays ont pris des engagements d'ouverture de leurs marchés aux entreprises des autres pays participants à l'accord et ont accepté que ces engagements soient régis par les règles et disciplines multilatérales du GATS (Accord Général sur le Commerce des Services) sous la houlette de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'accord qui, après ratification, entrera en vigueur le 1er juillet 1996 pour une période de 18 mois sur base des meilleures offres, ouvre de nouvelles perspectives d'accès aux marchés des pays tiers pour les banques, les compagnies d'assurance et les sociétés d'investissement de l'Union européenne.

Un accord sauvé in extremis

La décision inattendue des Etats-Unis de retirer l'essentiel de leur offre d'ouverture de marché à la veille de la date initialement fixée pour l'échéance des négociations (le 30 juin 1995), a bien failli faire échouer l'accord. Ce n'est que grâce aux intenses efforts diplomatiques déployés par Mario Monti, commissaire européen responsable des services financiers, et Leon Brittan, commissaire en charge des relations extérieures et de la politique commerciale, que les autres pays participants ont accepté, au bout de quatre semaines supplémentaires d'intenses négociations, de maintenir leurs offres.

Les Etats-Unis ne sont pas revenus sur leur décision. Leur offre réduite prévoit que les entreprises étrangères déjà installées aux Etats-Unis pourront continuer à fournir leurs services au même titre que les entreprises américaines, mais aucune garantie n'est donnée quant à l'accès à de nouveaux marchés ou au déploiement de nouvelles activités. Le président américain, Bill Clinton, a toutefois assuré dans une lettre au président de la Commission, Jacques San-

ter, que les entreprises communautaires continueraient de se voir appliquer le traitement national et la clause de la nation la plus favorisée², y compris dans la perspective du développement futur de nouveaux marchés ou de nouvelles activités.

Les engagements

Ce que les pays partie prenante à l'accord ont convenu le 28 juillet 1995, c'est de maintenir dans le cadre des disciplines et règles multilatérales du GATS leurs meilleures offres d'ouverture de marchés et garanties de traitement national. Cet accord a notamment été formalisé par l'adoption du Second Protocole à l'Accord Général sur le Commerce des Services qui devra être ratifié au plus tard au 30 juin 1996 par toutes les parties.

L'accord couvre approximativement 90% de l'industrie mondiale des services financiers qui totalise environ:

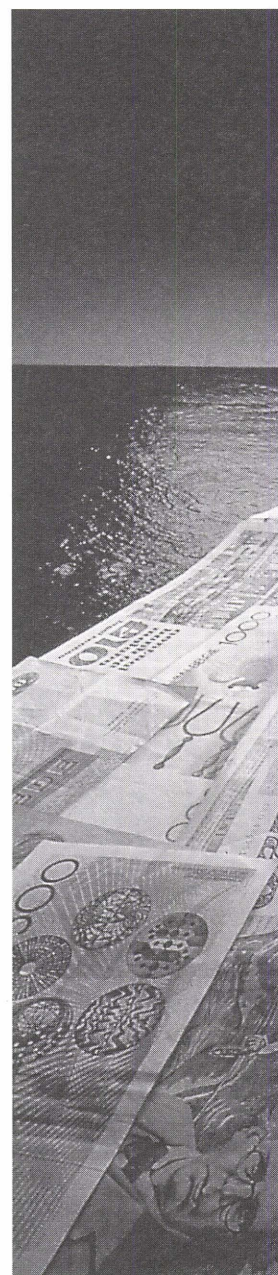
- 20.000 milliards de dollars d'avoirs bancaires et autant de dépôts
- 2.000 milliards de dollars de primes d'assurances
- 10.000 milliards de dollars de capitalisation boursière

Principales caractéristiques de l'accord :

1. Le niveau général des engagements obtenu le 28 juillet 1995 tant en terme d'accès au marché que de traitement national est globalement meilleur que celui qui avait été atteint en décembre 1993 lors de la conclusion de l'Uruguay Round. Ceci permet aux entreprises financières européennes de bénéficier d'une plus grande sécurité juridique et d'une meilleure prévisibilité pour leurs investissements que précédemment. En outre, en cas de conflit, il est toujours possible de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

Exemples d'améliorations

- L'Argentine a accepté de lever l'embargo sur l'établissement de nouvelles banques et



des services financiers:

Institutions financières de l'UE



sociétés d'investissement et de nouvelles opportunités sont ouvertes en matière de prestation transfrontière de services d'assurance dans les secteurs de la réassurance, des transports maritimes et aériens

- L'Inde s'est engagée à octroyer chaque année 8 nouvelles licences pour l'établissement de succursales de banques étrangères et un contrôle étranger majoritaire est permis dans les joint-ventures créées dans les secteurs du conseil financier, de l'affacturage, du crédit-bail ou des maisons de titres

- Le Japon a confirmé la multilatéralisation dans le cadre du GATS des mesures bilatérales prises avec les Etats-Unis dans les domaines de l'assurance et des services financiers ce qui garantit l'accès des prestataires de services étrangers à la gestion des fonds de pension publics et privés japonais qui représentaient en 1993 des sommes de l'ordre de 1.000 milliards de dollars

- Les Philippines autorisent pour la première fois depuis 50 ans l'établissement de nouvelles entreprises étrangères dans les secteurs des banques et assurances

2. Les engagements spécifiques pris par un pays membre s'appliquent le plus souvent sur la base du principe de la nation la plus favorisée, sauf si le pays en question a expressément opté pour une exemption à la clause de la nation la plus favorisée (ce qui est rarement le cas).

3. En attendant la ratification du Protocole, les pays signataires s'engagent à ne pas prendre de mesures législatives ou autres qui seraient en contradiction avec les engagements qu'ils ont souscrit le 28 juillet.

4. A l'expiration de l'accord, au 31 décembre 1997, les signataires auront le droit de modifier ou de retirer leurs offres et d'adopter, le cas échéant, une exception à la clause de la nation la plus favorisée sans avoir à payer de compensation. Un dispositif identique est prévu au cas où le Protocole n'entrerait pas en vigueur comme prévu au 1er juillet 1996 du fait de la non ratification d'une des parties.

¹ Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chili, Corée, République Dominicaine, Egypte, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Japon, Koweït, Malaisie, Maroc, Mexique, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, République Slovaque, République Tchèque, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie et Venezuela.

² La clause de la nation la plus favorisée prévoit qu'il n'y a pas de discrimination de traitement à l'égard des entreprises de pays tiers en fonction de leur pays d'origine

Resümee

Am 28. Juli 1995 schlossen die Europäische Union und ihre Mitgliedstaaten mit 28 Mitgliedsländern der Welt Handelsorganisation (WTO) ein multilaterales Übereinkommen zur Liberalisierung der Finanzdienstleistungen. Alle Länder verpflichteten sich, ihre Märkte den Unternehmen anderer Unterzeichnerstaaten zu öffnen und erkannten die Bestimmungen des Allgemeinen Übereinkommens über den Handel mit Dienstleistungen unter der Aufsicht der WTO als für sie verbindlich an. Das Übereinkommen wird europäischen Banken, Versicherungs- und Investmentgesellschaften neue Zugangsmöglichkeiten zu Drittlandsmärkten eröffnen. Das Übereinkommen wird nach seiner Ratifizierung am 1. Juli 1996 für 18 Monate in Kraft treten.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Philippe Pellé ou
Roger Kampf DGXV A-2
Tél: (322)295 78 45
ou 295 21 22
Fax: (322)295 66 95

Directive on cross-border credit transfers:

Money transfers in the EU due to become cheaper and faster

On 18 September 1995, the Council reached a political agreement on a common position on the proposed Directive on cross-border credit transfers. Ministers decided that the Directive should apply to cross-border credit transfers in the currencies of the Member States and the ECU and for amounts lower than 25,000 ECU. Coverage would be extended to transfers of 30,000 ECU two years after the date set for implementation by Member States.

Résumé

Le Conseil a donné son feu vert le 18 octobre 1995 à la proposition de directive sur les virements transfrontaliers. L'accord prévoit que la directive s'appliquera aux paiements transfrontaliers de 25.000 écus maximum (plafond qui sera porté à 30.000 écus deux ans après la date de mise en œuvre) et que les banques devront rembourser les virements non aboutis dans la limite de 10.000 écus par virement. La directive devrait entrer en vigueur 30 mois après son adoption définitive prévue pour la mi-1996, après seconde lecture du Parlement européen

The objective of the Directive is to create an Internal Market for cross-border credit transfers and to ensure a high level of consumer protection and a favorable environment for SMEs. It will also enhance competition and contribute to the preparation of full Economic and Monetary Union, which require efficient payment mechanisms. To this end, the Directive lays down general transparency requirements (setting out the minimum information to be given to customers before and after a credit transfer is carried out) and contains performance rules which are designed to give weight to the preceding transparency rules. As a result, consumers and enterprises should have more efficient, cheaper and faster cross-border payments systems at their disposal.

Transparency rules

The Directive requires (article 3) an institution to provide its customers with written and easily comprehensible information, including at least:

- an indication of the time taken to execute the transfer
- the manner of calculation (including the rates) of charges and commissions payable as well as the reference exchange rate
- an indication of the value date if any
- an indication of the redress procedures available and how to access them.

Customers are also entitled to receive information subsequent to a transaction

(article 4), including an indication enabling identification of the transaction, the itemised amount of charges and commissions paid, as well as the value date applied.

Performance rules

The Directive (article 5) requires institutions to execute a credit transfer within the time scale agreed with its customer. In the absence of such an agreement, funds are to be credited to the beneficiary's institution no later than 5 banking business days after acceptance of the order, and thereafter made available to the beneficiary no later than the next banking business day. Compensation in the form of interest is due to the customer for failure to execute the transfer within the applicable time scale.

Under Article 6 (prohibition of unauthorised charges), institutions are not allowed to deduct charges from the amount transferred, unless specifically authorised to do so by the originator. Where unauthorised charges do nevertheless occur, the Directive sets out the mechanisms for such charges to be reimbursed, as appropriate, to the originator or the beneficiary. In the case of transfers that have failed to reach the beneficiary's bank (article 7), the originator's bank reimburses the originator, up to a harmonised amount of 10,000 ECU, plus interest and any charges and commissions payable by that customer. Reimbursement is not due if failure is attributable to erroneous information provided by the customer, institutions only being bound to a best endeavours clause.

Institutions are released from the obligations laid down by the Directive where they can invoke reasons of "force majeure" pertinent to such provisions. Member States have to ensure that adequate and effective procedures exist to deal with customer complaints relating to issues dealt with by the Directive.

According to the agreement reached by Ministers, the Directive will enter into force no later than 30 months after its definitive adoption, an objective which the Commission hopes will be achieved by mid-1996, after the Second Reading by Parliament.

Resümee

Der Rat hat am 18. Oktober 1995 grünes Licht für den Richtlinienvorschlag zu den grenzüberschreitenden Überweisungen gegeben. Man einigte sich darauf, daß die Richtlinie für grenzüberschreitende Zahlungen von höchstens 25 000 ECU gilt (dieser Höchstbetrag wird nach zweijähriger Richtlinienanwendung auf 30 000 ECU erhöht) und daß die Banken fehlgeschlagene Überweisungen bis höchstens 10 000 ECU je Überweisung zurückzahlen müssen. Die Richtlinie soll 30 Monate nach ihrer für Mitte 1996 (nach der zweiten Lesung im Parlament) vorgesehenen endgültigen Annahme in Kraft treten.

For more information, please contact
Alessandro Dona
DGXV C-4
Tel: (322)295 94 62
Fax: (322)295 07 50

Currency fluctuations and Internal Market:

A European single currency is needed more than ever

The single currency represents the indispensable complement to the single market. Economic and Monetary Union is the appropriate answer to the difficulties that monetary fluctuations provokes for the European economy. Any other solution risks being worse than the problems that it seeks to address.

Since the currency crisis in September 1992 a number of European currencies have depreciated significantly against the German mark, in particular, the Italian lira, the Swedish crown, the Spanish peseta and the pound sterling. These movements in exchange rates could affect intra EU trade in two ways: the greater uncertainty engendered might result in a reduction in the volume of trade, and some medium term movements in rates could affect trade flows via the impact on competitiveness. There are also significant macro-economic effects: on the one hand increased uncertainty can affect investment and consumption decisions, and therefore, growth prospects for the Union as a whole. On the other hand, a redistribution of growth and inflation rates away from Member States whose currencies have appreciated towards those whose currencies have depreciated could ensue from the currency turbulence. In view of the risks that continued currency fluctuations could pose to the good functioning of the Single Market and to balanced economic growth, the Cannes summit asked the Commission to prepare a Communication which would examine the problem and provide some conclusions in the autumn. The Commission analysis has found that growth in the Union in 1995 may have been reduced by $\frac{1}{4}$ to $\frac{1}{2}$ % due to the currency fluctuations. However, when one examines the consequences on cost competitiveness it is more difficult to draw any firm conclusions. In some cases the change in nominal exchange rates simply reflected a change in the relative cost position of the Member State in question between 1987 and 1992, but in other cases net gains or losses in cost competitiveness were recorded. Regarding the overall impact on trade and current account balances, it appears that cyclical and structural effects are just as important as cost competitiveness in influencing these variables. An analysis by Member State yielded similar results e.g. Spain and Portugal saw an increase of 60% and 32%, respectively, in the volume of exports between 1987 and 1994, largely due to the modernisation of their economies and the elimination of trade barriers, rather than to currency depreciation. The Com-

munication examined three sectors in detail: automobiles, textiles and some agricultural products. It would appear that in these three sectors exporters from appreciating currency countries have found it difficult to penetrate those markets where currencies are depreciating. However, the latter have not managed to take advantage of their own depreciations in order to increase market share in those countries with appreciating currencies, although they have succeeded in increasing their market share in non-EU countries. In general it would appear that the rapidity and size of the currency fluctuations since 1992 have adversely impacted on certain regions and sectors where an appreciable effect on profit margins has been found. These variations in profitability may have an impact on corporate investment and development. As already mentioned, on the macro-economic level, the uncertainties have had a negative impact on investment and growth in the Union in 1995. It is clear however that the difficulties are not attributable to the elimination of trade barriers or to the internal market rules. Given the difficulties, new measures to correct the effects of the currency fluctuations on those sectors and regions affected would only aggravate the problems: refragmentation of the single market, curbs on trade and a further slowdown in trade at the expense of employment. However the impact on the affected sectors and regions could be looked at strictly in the context of existing Community rules and mechanisms. The definitive solution to this turmoil lies in the convergence of economies - necessary for the introduction of a strong and stable single currency - and in compliance with the inflation and deficit criteria set out in the Treaty.

Within this framework the Commission will ensure that the mechanisms provided for in the Treaty for strengthening convergence are rigorously applied. It will also ensure that the rules governing the operation of the internal market as a whole are strictly implemented. The strengthening of convergence will also establish the foundations for reinforced monetary solidarity. This will be more important in the third stage of economic and monetary union, when a mechanism to replace the current EMS will have to be introduced for those Member States unable to adopt the single currency at the outset. The Commission is now preparing an interim report for the European Council in Madrid on the future exchange-rate relationship between the European currency and the currencies of the other countries in the Union.

For more information,
please contact
Paddy Roe
DGXV A-1
Tel: (322)296 15 67
Fax: (322)296 09 50

Insurance undertakings

Proposal for a directive on

The Commission adopted on 4 October 1995, on the initiative of Financial Services Commissioner Mario Monti, a proposal for a Directive on the supervision of insurance undertakings in an insurance group. The proposed Directive would oblige European insurance supervisory authorities to make sure that the solvency of an insurance company was not undermined if it belonged to a wider group of insurance undertakings.

Résumé

La Commission a adopté le 4 octobre 1995 une proposition de directive sur la surveillance prudentielle des compagnies d'assurance faisant partie d'un groupe d'assurance. Elle obligerait notamment les autorités de surveillance à éliminer le double emploi des fonds propres pour vérifier si la solvabilité d'une compagnie n'est pas affectée par son appartenance à un groupe d'assurance.

By ensuring an efficient and permanent control over the real financial situation of insurance companies, this proposal would give policyholders a higher level of protection throughout the European Union. This would have the added benefit of ensuring that all EU insurance companies in a group had to comply with equivalent capital requirements and so guarantee a level regulatory playing field.

The proposal addresses three key issues:

- 1 **information** on insurance companies in a group would have to be available more easily, accessible and exchanged between supervisory authorities if necessary
- 2 **intra-group transactions** between companies in an insurance group would have to be monitored by the authorities and reported to the authorities at least once a year. In principle such transactions would need to be concluded on normal market terms, as if the companies were not part of the same group (the "arm's length principle")
- 3 **double counting or "double gearing"** of capital between insurance companies would have to be eliminated by supervisors, who would be given a choice between three methods currently used in several Member States to achieve this (double gearing occurs when several insurance companies in the same

group count the same capital more than once for covering their minimum regulatory capital requirements).

The Commission proposed that national laws should be brought into line with the Directive by 1 January 1997 and to take effect six months later, on **1 July 1997**. The proposal would provide for a **transitional period of four years** for Member States to adapt their legislative framework and give insurance companies time to adapt to the new measures.

The insurance group supervision Directive would **complement existing EU Insurance Directives** and in particular the Third Life and Third Non-Life Insurance Directives of 1992, which require that insurance supervisors monitor the solvency of individual insurance companies. Mr Monti announced that the Commission will come forward with a **proposal on the supervision of financial conglomerates** (groups including both banks and insurance companies) in the next few months.

State of implementation of the Third Insurance Directives

The Third Non Life and Life Insurance Directives (92/49/EEC and 92/96/EEC) introduced a system of a single licence for insurance companies, whereby approval of an insurance company by the supervisory authorities in the Member State where it has its headquarters entitles it to provide services throughout the EU without having to seek separate approval from other Member States' authorities. The objective is to create a single market for insurance with greater choice of products, lower prices for consumers and more competition between insurance companies and insurance markets in the EU.

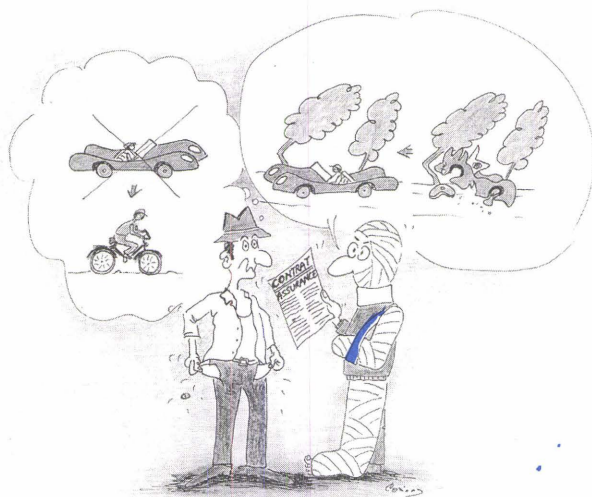
First benefits on the marketplace

These Directives were due to be implemented in national legislation from 31 December 1993 and applied from 1 July 1994.

For more information, please contact
Patrick Pearson
DGXV C-2
Tel.: (322)295 57 58
Fax: (322)295 65 00

in a group:

supervision



The first effects can already be observed in the marketplace. For example:

- in Germany, consumers are now benefiting from increased competition amongst insurers selling **motor insurance**. Price and product deregulation have led to a much wider choice of motor insurance, at a lower premium, than was available only less than one year ago.
- Belgian customers are now buying **capitalisation life insurance products** marketed by French insurance companies. As Belgian insurers have always been restricted by law from selling these products, this type of insurance has never been available for Belgian consumers.
- insurance companies are also gradually beginning to position themselves in other EU Member States. A German company has acquired a health insurance company in the Netherlands and a British insurer has announced that it intends to sell motor insurance through direct telephone selling in Italy.

State of implementation

As of 30 September 1995, only two Member States (**Spain** and **Greece**) have so far failed to transpose the two Directives into national law. Infringement procedures are underway and the Commission has al-

ready decided to refer Spain to the EU's Court of Justice on this matter.

In some cases, Member States' implementing legislation has failed to cover all categories of insurance included in the Directives' scope (**Belgium** and **Finland** have excluded certain types of non-life insurance); in other cases, Member States transposition measure have excluded certain categories of economic operators (**France** has not yet adopted measures to apply the Directives to so-called "mutuelles").

Infringement proceedings are also underway against several Member States for failure to transpose in due time the **Directive on annual accounts and consolidated accounts** of insurance companies (91/674/EEC) and for failure to transpose properly the Directives on **car insurance** (72/166/EEC, 84/5/EEC and 90/232/EEC).

Analysis of the quality of transposition

Following a certain number of complaints concerning the quality of transposition measures received by the Commission, several national rules are under analysis:

- rules which appear to require the systematic notification of insurance policies to the supervisory authorities
- rules which do not require enough information on life insurance policies to be supplied to customers
- preferential tax treatment accorded to policies taken out with local insurance undertakings

The Commission services have already made clear that the imposition of uniform systems of no claim bonuses (**bonus/malus**) on all insurance undertakings wishing to offer motor insurance services in a particular Member State **cannot be justified to protect the general good**.

Resümee

Die Kommission hat am 4. Oktober 1995 einen Richtlinienvorschlag über die Beaufsichtigung der Versicherungsunternehmen einer Versicherungsgruppe angenommen. Danach sollen die Aufsichtsbehörden insbesondere die doppelte Eigenkapitalnutzung unterbinden, um sicherzustellen, daß die Solvenz einer Versicherungsgesellschaft nicht durch ihre Gruppenzugehörigkeit gefährdet wird.

For more information,
please contact
Manuel de Frutos
DGXV C-2
Tel.: (322)296 16 50
Fax: (322)295 07 50

Securities Committee:

The commission adopted a new proposal

On 17 July 1995, the Commission adopted a new proposal for a Directive amending the Directives 93/6/EEC on the capital adequacy of investment firms and credit institutions and 93/22/EEC on investment services in the securities field. The aim of this proposal is to adapt their provisions concerning the information and notification arrangements, to set up a Securities Committee and to transfer the implementing powers envisaged in those Directives to the Commission, assisted by the Committee.

In the financial services sector, there are already two committees, namely the Banking Advisory Committee and the Insurance Committee, with limited implementing powers delegated to the Commission by the Council. There is no corresponding committee in the securities area. The proposals for Directives on capital adequacy and investment services envisaged the creation of such a committee to amend and update the Directives in a limited number

of areas. However, when the Directives were adopted in 1993 the Council decided to split the Commission proposal and to put to one side the provisions relating to the committee and its procedure and to retain for itself on a provisional basis the said implementing powers pending the adoption of the separate Directive to establish the necessary committee. This Directive therefore remained on the table before the European Parliament and the Council.

While remaining convinced of the validity of its initial proposal, the Commission considers that it is however appropriate to amend it in order to make the right adaptations to the relevant provisions of the Directives on capital adequacy and investment services. In addition, the change from cooperation proceeding to a codecision proceeding, the time that elapsed and the recent interinstitutional *modus vivendi* all argue in favour of a fresh approach.

For more information,
please contact
Alan Beverly DGXV C-3
Tel.: (322)295 13 35
Fax: (322)295 07 50

Transposition des directives "assurances":

La Commission poursuit les contrevenants

La Commission a décidé le 20 juillet 1995 d'envoyer des avis motivés (seconde étape de la procédure d'infraction avant la saisine de la Cour de Justice) et de saisir la Cour de Justice dans un certain nombre de cas dans lesquels les Etats membres ont manqué de transposer en droit national des directives relatives aux assurances dans les délais requis.

Des avis motivés ont été envoyés à:

- la Belgique pour non-communication des mesures nationales d'exécution transposant la directive 90/0232/CEE concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance responsabilité civile pour les véhicules à moteur (entrée en vigueur: 31 décembre 1992).
- à l'Espagne pour non-communication des mesures nationales d'exécution transposant la directive 91/0674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés

des entreprises d'assurance (date d'entrée en vigueur: 1er janvier 1994)

La Cour de Justice a été saisie à l'encontre de:

- l'Espagne pour non-communication des mesures nationales d'exécution transposant les directives 92/49/CEE "assurance non-vie" et 92/96/CEE "assurance vie" (entrée en vigueur: 1er janvier 1994).
- l'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg pour non-communication des mesures nationales d'exécution transposant la directive 91/371/CEE relative à l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse en matière d'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (entrée en vigueur: 4 juillet 1993).
- l'Italie, l'Irlande et la Belgique pour non-communication des mesures nationales d'exécution transposant la directive concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance.

For more information,
please contact
Manuel de Frutos
DGXV C-2
Tel.: (322)296 16 50
Fax: (322)295 07 50

IN BRIEF

Adoption of the "post-BCCI-Directive"

The so-called "post-BCCI-Directive" to reinforce prudential supervision of financial services, was adopted by the Council on 19 June 1995 (see last issue of DGXV News for details), has been published in the EC Official Journal N° L 168 of 18 July 1995.

IN BRIEF

Common position on Investor Compensation schemes

The EU's Finance Council adopted on 23 October 1995 a common position on the investor compensation Directive, following the political agreement reached on 22 May 1995 (see last issue of DGXV News). The Directive would require minimum investor compensation cover of 20,000 ECU per investor where an investment firm fails and is unable to return to investors money or securities belonging to them. Countries currently guaranteeing compensation of less than 20,000 ECU could maintain minimum of 15,000 ECU cover until the end of 1999.

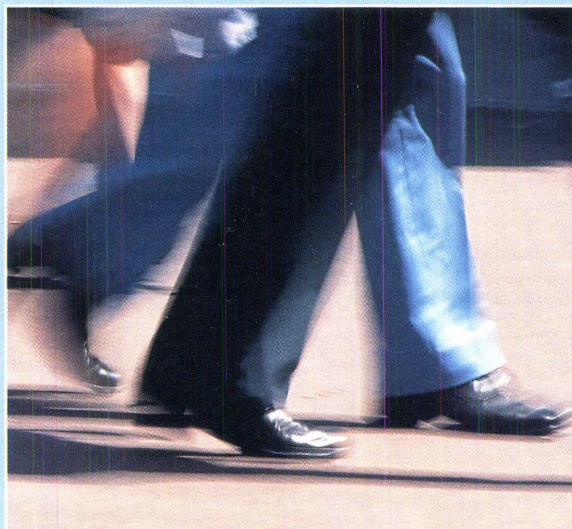
For more information,
please contact
Alan Beverly DGXV C-3
Tel.: (322)295 13 35
Fax: (322)295 65 00

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

L'article 7A du Traité CE établit un objectif clair et simple qui ne laisse aucune marge d'appréciation: il s'agit de réaliser un espace sans frontières intérieures qui doit fonctionner aux mêmes conditions qu'un marché national. Cela signifie, selon la Commission, que toute personne, ressortissante communautaire ou non, qui se trouve légalement sur le territoire des Etats membres de l'Union doit pouvoir ensuite circuler librement dans cet espace unifié sans plus devoir subir aucun contrôle aux frontières intérieures.

Avant Propos

Le 12 juillet 1995 la Commission a adopté, à l'initiative de Mario Monti, commissaire européen responsable du marché intérieur, trois propositions de directives dont l'objectif est de compléter l'arsenal juridique qui permettra à tous ceux qui sont présents légalement sur le territoire d'un Etat membre de se déplacer librement vers les autres pays de l'Union européenne sans devoir subir de contrôles d'identité au passage des frontières intérieures. Une fois les formalités frontalières supprimées, voyager à travers l'Union, que ce soit pour faire du tourisme ou du commerce, sera aussi facile que d'aller de Bruxelles à Anvers, de Rome à Florence ou de Berlin à Düsseldorf.



D'ores et déjà, des voix se sont élevées pour demander s'il était opportun de proposer la suppression des contrôles aux frontières intérieures dans un contexte international tendu et un climat économique maussade. C'est pourquoi, avant d'en venir au contenu même des propositions, nous avons voulu replacer cette initiative dans son contexte et, par la même occasion, démentir quelques contrevérités que certains se plaisent à répéter non sans une certaine démagogie.

● Schengen comme catalyseur

A partir du 26 mars 1995, sept Etats membres (les pays du Bénélux; l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Portugal) ont commencé à supprimer les contrôles sur les personnes à leurs frontières communes en appliquant la Convention de Schengen. Cette Convention contient toutes les mesures d'accompagnement essentielles - coopération policière, l'octroi des visas, l'extradition, la lutte contre le trafic de drogue, y compris une clause de sauvegarde dont la France a

fait usage en raison d'une vague d'attentats terroristes - pour permettre la libre circulation des personnes tout en assurant la sécurité à l'intérieur de l'espace sans frontières ainsi créé. Trois mois après le début l'application de la Convention, soit le 29 juin 1995, les pays participants ont estimé que l'ex-

périence était concluante et ont décidé de poursuivre sur la même voie. L'application temporaire, par un Etat membre, des clauses de sauvegarde ne remet pas en cause les acquis fondamentaux de Schengen, notamment en matière de coopération policière, et qui sont appelés à se développer.

Aux yeux de la Commission, l'expérience

réussie de Schengen a servi de catalyseur: la faisabilité d'un tel projet - la réalisation d'un espace de liberté et de sécurité - étant démontrée, le temps était venu de présenter des propositions permettant de réaliser l'objectif de la libre circulation des personnes à l'échelle de toute la Communauté. Trois raisons essentielles ont amené la Commission à faire ces propositions:

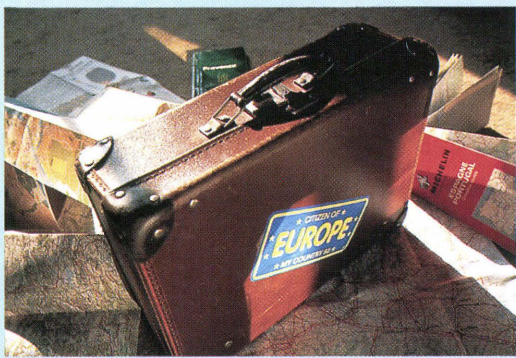
1. la Commission est déterminée à achever la construction d'un véritable marché intérieur, or un marché intérieur sans libre circulation des personnes reste inachevé
2. la présentation des trois propositions communautaires implique une procédure dans laquelle le Parlement européen a son mot à dire et où l'application des textes est contrôlée par la Cour de Justice
3. si d'autres Etats membres souhaitent suivre l'exemple des pays qui appliquent la Convention de Schengen, ce n'est pas trahir un secret que de dire que ce n'est pas le cas de tous et la Commission a donc là

aussi le devoir d'intervenir pour réaliser à l'échelle de toute l'Union ce que Schengen a réalisé au niveau de sept Etats membres.

● Les contrevérités

• **La criminalité, les problèmes de drogue, de terrorisme et d'immigration clandestine ont augmenté avec l'application de la Convention de Schengen**

Faux. Les problèmes de terrorisme, trafic de drogue et immigration clandestine existaient avant Schengen et rien ne permet d'affirmer qu'ils se sont aggravés depuis la suppression des contrôles aux frontières. Au contraire, le nouveau système de coopération policière, judiciaire et administrative mis en place par le groupe de Schengen, c'est traduit par un renforcement de la sécurité au sein de l'espace Schengen et



certainement pas l'inverse. N'importe quel service de police confirmera que seule la coopération internationale est à même de parvenir à bout des grands problèmes de criminalité: ce n'est généralement pas à l'occasion d'un contrôle frontalier de routine que l'on arrête un terroriste ou que l'on démantèle un trafic de drogue. En ce qui concerne l'immigration clandestine, il faut savoir que beaucoup d'immigrés entrent légalement sur le territoire d'un Etat membre, mais y restent après l'expiration de leur visa et les contrôles aux frontières ne changent rien à cette situation.

• **Les propositions de la Commission permettront à n'importe qui de voyager sans aucune surveillance à travers toute la Communauté et d'accéder au marché de l'emploi des Etats membres.**

Faux. La Commission ne propose pas de conférer un droit absolu de voyager à l'intérieur de la Communauté à n'importe quel ressortissant de pays tiers. Le droit de voyager concerne uniquement les personnes légalement présentes sur le territoire d'un Etat membre, se limite aux séjours de courte durée et n'interfère pas avec les régimes d'accès à l'emploi. En outre, les polices des Etats membres ont toujours le droit d'effectuer à tout moment et sur tout leur territoire des contrôles d'identité selon les législations nationales, du moment qu'il ne s'agit pas de contrôles visant uniquement les personnes venant de passer une frontière. Toutes les mesures d'accompagnement qui ont été mises en œuvre entre les pays Schengen pour garantir la sécurité dans un espace sans contrôles aux frontières trouveront leur équivalent au niveau communautaire avant que les contrôles aux frontières ne soient supprimés entre les Etats membres. Enfin, les propositions de la Commission prévoient une clause dérogatoire permettant à tout Etat membre de réagir face à une menace grave en réintroduisant momentanément des contrôles à ses frontières nationales comme l'a fait la France dans le cadre de Schengen. Et puis il ne faut pas oublier que le projet de Convention Frontières extérieures, une des mesures d'accompagnement essentielles à la suppression des contrôles aux frontières intérieures, renforcera les contrôles aux frontières extérieures et empêchera l'entrée d'étrangers indésirables, de travailleurs clandestins ou de criminels.



Voyager librement à travers l'Union

● I. Droit de voyager

La première des trois directives baptisée "droit de voyager" concerne le droit des **ressortissants de pays tiers** de voyager à l'intérieur de la Communauté. Ces derniers doivent actuellement obtenir des autorisations spécifiques de chaque Etat membre dans lequel ils souhaitent effectuer un court séjour.

La solution proposée par la Commission est la même que celle appliquée dans le cadre de la Convention de Schengen: en principe, le titre de séjour ou le visa délivré par un Etat membre à un ressortissant d'un pays tiers est reconnu par les autres Etats membres et permet à cette personne de se déplacer à travers toute la Communauté sans autres formalités préalables.

FREE MOVEMENT OF PERSONS

Article 7a of the EC Treaty sets a clear and simple objective that is not open to dispute: an area without internal frontiers is to be created which must function in the same way as a national market. In the Commission's view, this means that anyone - whether a Community national or not - who is legally on the territory of a Member State must be permitted to move freely throughout the Union and must no longer be required to undergo any checks at internal frontiers.

Introduction

On 12 July 1995 the Commission, at the instigation of Mario Monti (the Commissioner with special responsibility for the internal market), adopted three proposals for Directives designed to complete the Community's package of legislation to ensure that anyone legally on the territory of a Member State will be permitted to move freely throughout the Union without undergoing any identity checks when crossing internal frontiers.

Once such formalities have been abolished, business and leisure travel between Member States will be as straightforward as going from Brussels to Antwerp, Rome to Florence, or London to Birmingham.

Since questions have already been raised as to the wisdom of proposing to abolish internal frontier controls against a background of international tension and economic depression, before looking at the proposals themselves we would like to answer such criticisms by placing the initiative in context and correcting a number of misconceptions that some people take mischievous delight in spreading.

● Schengen as a catalyst

Since 26 March 1995 seven Member States (the Benelux countries, Germany, France, Spain and Portugal) have started, under the Schengen Agreement, to abolish checks on persons at their common frontiers. The Agreement provides for all the back-up measures - police cooperation, issuing of visas, extradition, combating drug trafficking, and the safeguards invoked recently by France in response to a wave of terrorist attacks - needed to permit the free movement of persons while ensuring public safety within the frontier-free area thus created.



On 29 June 1995, after the Agreement had been in force for three months, the countries concerned concluded that the experiment had been successful and decided to continue with the new arrangements. One Member State's temporary application of the safeguards provided for does not call into question

Schengen's fundamental achievements, particularly in the field of police cooperation, on which it is imperative to build.

The Commission regards the successful Schengen experiment as having acted as a catalyst: once it had been demonstrated that it was practicable to establish an area ensuring both freedom of movement and public safety,

it was time to put forward proposals that would permit the free movement of persons throughout the Community.

There were three fundamental reasons for presenting such proposals:

1. The Commission is determined to establish a genuine internal market, and this will not be complete while there are still barriers to the free movement of persons.
2. The procedure for the adoption of the three proposals provides for input from the general public, and their implementation will be monitored by the Court of Justice.
3. While some Member States wish to follow the Schengen countries' example, it is no secret that others do not, and the Commission has a duty to take action in order to ensure that the example is followed throughout the Union.

● Misconceptions

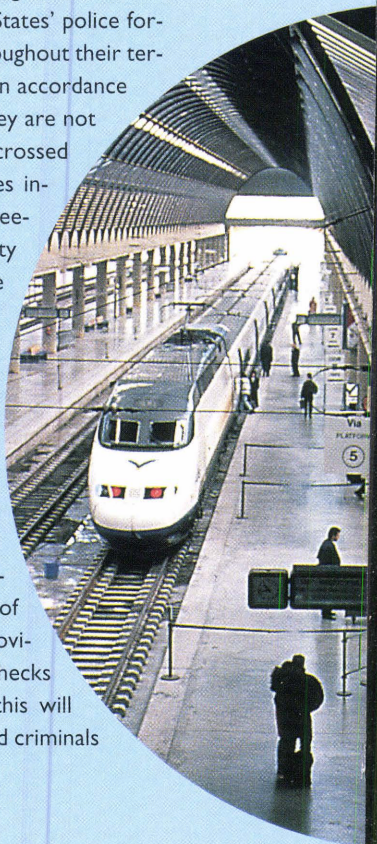
• *Crime, drug trafficking, terrorism and illegal immigration have increased under Schengen*

Wrong. These problems all existed before Schengen, and there is no evidence to suggest that they have become more acute as a result of abolishing frontier checks. On the contrary, the new system of cooperation between the police, the courts and the authorities introduced under the Agreement has improved public safety within the Schengen area. All police forces advocate international cooperation as the only successful way to tackle crime: terrorists and drug traffickers are not normally caught in the course of a routine frontier check. As for illegal immigrants, many enter a Member State legally at first but then stay on after their visas have expired - so frontier checks would not help to resolve this problem.



• *Under the measures proposed by the Commission, anyone will be able to travel wherever they want throughout the Community and to gain access to the job market in the Member States*

Wrong. The Commission is not proposing to accord all third-country nationals an absolute right to travel within the Community. The right to travel applies only to persons who lawfully entered a Member State's territory, is confined to short periods of stay and has no bearing on the rules governing access to employment. Moreover, the Member States' police forces are entitled, at any time and throughout their territory, to carry out identity checks in accordance with national law - provided that they are not confined to persons who have just crossed a frontier. All the back-up measures introduced under the Schengen Agreement in order to ensure public safety will be implemented throughout the Community before frontier checks between the Member States are abolished. And the Commission's proposals provide for any Member State to reintroduce frontier controls temporarily in response to a major threat, as France has done under Schengen. It should also be borne in mind that the draft External Frontiers Convention, one of the essential back-up measures, provides for an intensification of the checks carried out at external frontiers: this will help to prevent illegal immigrants and criminals from entering the Community.



Freedom to travel throughout the Union

● I. Right to travel

The first of the three proposals is the "right to travel" Directive, which concerns the right of **third-country nationals** to travel in the Community. As things currently stand, they have to obtain specific authorization from each Member State in which they wish to stay for a short period. The Commission's proposed solution is the same as that adopted under Schengen: in principle, the residence permit or visa issued by one Member State to a third-country national is to be recognized by the other Member States and is to permit the holder to travel throughout the Community without having first to complete other formalities.

The proposal is based on Article 100 of the Treaty and must be adopted unanimously by the Council. Its main effects will be that:

- Third-country nationals **who hold a residence permit** issued by a Member State will be able to travel on the territory of the other Member States for **up to three months**. They must carry with them a valid residence permit and a valid identity document. They must also have sufficient funds to support themselves during the planned period of stay and to pay for their return journey to the country that issued them with their residence permit.

- Third-country nationals **who hold a visa** issued by a Member State will be able to stay in the other Member States **during the period of validity of that visa** (they must carry with them a valid identity document and a valid visa for the whole Community).

- Third-country nationals **who have been exempted from the visa requirement** by all the Member States will be able to travel for **three months** from the date on which they first enter Community territory.

The proposal also provides for the expulsion of third-country nationals who do not satisfy the requirements governing the right to travel (because their visas have expired, or because they do not have sufficient means to support themselves, etc.).

2. Directive on the elimination of controls at frontiers

This proposal - which is also based on Article 100 of the EC Treaty and requires unanimity - is for a Directive on the practical application of the principle of the elimination of controls on persons crossing internal frontiers. It stipulates that: *"All persons, whatever their nationality, shall be able to cross Member States' frontiers within the Community at any point, without such crossing being subject to any frontier control or formality."*

This does not mean that it will be possible to travel without identity papers, since Member States will retain the right to carry out identity checks throughout their territory. But it will **prohibit targeted checks on persons who have just crossed an internal frontier**.

- For example, a checkpoint set up on a motorway just a few kilometres from an internal frontier and with no junctions between it and the border would be discriminatory and would have to be regarded as a **disguised frontier control**.

- But a Member State would, of course, be entitled to carry out a frontier check if, for example, it had been warned that terrorists, drug traffickers or other criminals were about to attempt to cross the frontier in question: that would constitute a **fully-justified individual check by the police**.

Moreover, Member States will always have the option of invoking a **derogation clause** permitting them temporarily to reintroduce controls (for a renewable period of 30 days) in the event of a serious threat to public order or national security.

It should be noted that those Member States which currently require **carriers** to check their passengers' identity papers will have to abolish this requirement in respect of intra-Community travel, although carriers will be able to continue to carry out checks on tickets with named holders and for purposes of passenger safety.

3. Amendment of secondary legislation

The purpose of the third proposal for a Directive is to remove from existing Community texts the provisions permitting presentation of a valid identity document to be required on crossing an internal frontier. The two texts to be amended are Directive 68/360/EEC on the abolition of restrictions on movement and residence within the Community for **workers of Member States and their families** and Directive 73/148/EEC on the abolition of restrictions on movement and residence within the Community for nationals of Member States with regard to **establishment and the provision of services**.

The proposal has the same legal basis as the Directives which it is amending (Articles 49, 54 and 63 of the EC Treaty), and it will have to be adopted under the codecision procedure.

Guaranteeing public safety in the area without frontiers

All the back-up measures that are essential in order to guarantee public safety within the frontier-free area either have already been or are being adopted by the Council (see box). The three proposals for Directives presented on 12 July 1995 are the finishing touches required in order to ensure the free move-

ment of persons between the Member States from 31 December 1996, when the arrangements are due to come into effect. This time-scale should enable Member States to prepare the ground for the implementation of the back-up measures

Areas covered by the Schengen agreement and by European Union proposals/instruments

Schengen	European Union
Crossing internal borders (Art. 2)	<ul style="list-style-type: none"> • Proposal for a Directive on abolition of checks on persons crossing internal borders • Proposal for a Directive on adaptation of secondary legislation
Crossing external borders (Art. 3-8)	<ul style="list-style-type: none"> • Draft External Frontiers Convention (EFC)
Visa policy (Art. 9-18)	<ul style="list-style-type: none"> • Draft EFC • Reg. N° 2317/95 on list of third countries • Reg. N° 1683/95 on standard format for visas
Conditions of movement of foreigners (internal borders) (Art. 19-24)	<ul style="list-style-type: none"> • Draft Directive on right to travel
Liability of carriers (Art. 26)	<ul style="list-style-type: none"> • Draft EFC
Responsibility for processing request for asylum (Art. 28-38)	<ul style="list-style-type: none"> • Dublin Convention of 15 June 1990
Police cooperation (Art. 39-47)	<ul style="list-style-type: none"> • Multilateral and bilateral agreements
Application of non bis in idem principle (Art. 54-58)	<ul style="list-style-type: none"> • Convention of May 1987 on application of the non bis in idem principle
Extradition (Art. 59-66)	<ul style="list-style-type: none"> • Draft extradition convention • Draft Exchange and information System (EIS) Convention • Convention of 10 March 1995 on simplified extradition procedures
Drugs (Art. 70-76)	<ul style="list-style-type: none"> • Analysis for a strategy in the fight against drugs (under preparation) • Council Reg. N° 3637/90, Commission Reg. N° 3769/92 and Council Dir. 92/109
Firearms and armunition (Art. 77-91)	<ul style="list-style-type: none"> • Directive 91/477 on weapons • Recommendation N° 93/216 on European firearms pass • Directive 93/15 on the placing and supervision of explosives for civil uses
SIS (Art. 92-119)	<ul style="list-style-type: none"> • Daft EIS Convention

Further information may be obtained from:
Jan de Ceuster
DGXV-A3
Tel.: (322)296 10 72
Fax: (322)295 60 90

References:

- Proposal for a Council Directive on the right of third-country nationals to travel in the Community COM(95)346 final 12.7.1995
- Proposal for a Council Directive on the elimination of controls on persons crossing internal frontiers - COM(95)347 final 12.07.1995
- Proposal for a European Parliament and Council Directive amending Directives 68/360/EEC and 73/148/EEC, COM(95)348 final 12.07.1995

La proposition de directive "droit de voyager" est basée sur l'article 100 du Traité et requiert l'unanimité au Conseil pour son adoption. Elle prévoit que:

- les ressortissants de pays tiers **titulaires d'un titre de séjour** délivré par un Etat membre pourront exercer le droit de voyager sur le territoire des autres Etats membres pendant une période de **trois mois maximum**. Ces personnes doivent être munies de leur titre de séjour et d'un document d'identité, les deux en cours de validité. Elles doivent également disposer de moyens d'existence suffisants pour la durée du séjour envisagé ainsi que pour le voyage de retour vers leur pays d'origine.

- les ressortissants de pays tiers **titulaires d'un visa** délivré par un Etat membre pourront séjourner dans les autres Etats membres pour la **période autorisée par le visa** (elles doivent être munies de documents d'identité et d'un visa valable pour toute la Communauté en cours de validité).

- Les ressortissants de pays tiers **exemptés de l'obligation de visa** par tous les Etats membres auront un droit de voyager pendant **trois mois** à compter de la date de leur première entrée sur le territoire de la Communauté.

Des dispositions sont en outre prévues pour expulser les ressortissants de pays tiers qui ne remplissent plus les conditions du "droit de voyager" (visa expiré, moyens de subsistance insuffisants, etc.).

● 2. Directive sur la suppression des contrôles aux frontières

Cette proposition de directive - également basée sur l'article 100 du Traité CE (unanimité) - concrétise le principe de la suppression des contrôles aux frontières intérieures sur les personnes. Elle prévoit que *"Toute personne, quelle que soit sa nationalité, peut franchir les frontières des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en tout lieu, sans que ce franchissement soit subordonné à un contrôle ou une formalité frontalier. (...)"*

Ceci n'implique pas que l'on puisse voyager sans papiers d'identité. Les Etats membres garderont en effet le droit d'effectuer des contrôles d'identité sur l'ensemble de leur territoire. Ce qui sera **interdit** c'est **d'effectuer des contrôles spécifiques à l'encon-**

tre des personnes venant de franchir une frontière intérieure.

- Par exemple, un contrôle de documents organisé sur l'autoroute à quelques km derrière la frontière et sans qu'il n'y ait des entrées ou sorties d'autoroute entre la frontière et l'endroit où a lieu le contrôle, serait discriminatoire et devrait être considéré comme un **contrôle frontalier déguisé**.

- Mais, un Etat membre a naturellement le droit d'effectuer un contrôle à une frontière au cas où, par exemple, il aurait été averti que des terroristes, trafiquants de drogues ou autres criminels tenteraient de passer cette frontière: dans ce cas, il s'agirait d'un **contrôle de police tout à fait justifié**.

En outre, les Etats membres ont toujours la possibilité de recourir à une **clause dérogatoire** qui leur permet de rétablir temporairement (pendant une période de 30 jours renouvelable) les contrôles en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

A noter que les Etats membres de l'Union qui obligent actuellement les **transporteurs** à vérifier les papiers d'identité de leurs passagers devront supprimer ces dispositions pour les voyages intra-communautaires.

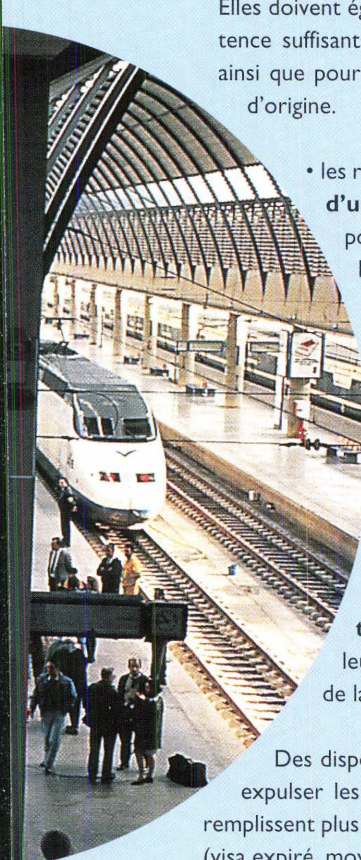
Les transporteurs pourront toutefois continuer à effectuer des contrôles pour vérifier l'utilisation de tickets nominatifs et pour garantir la sécurité de leurs passagers.

● 3. Adaptation du droit dérivé

La troisième proposition de directive vise à faire disparaître des textes communautaires existants les dispositions permettant de subordonner le franchissement des frontières intérieures à la présentation d'un document d'identité en cours de validité.

Il s'agit de la directive 68/360/CEE relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des **travailleurs des Etats membres et de leur famille** à l'intérieur de la Communauté et de la directive 73/148/CEE relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'**établissement et de prestation de services**.

Cette directive repose sur la même base juridique que les directives qu'elle modifie (articles 49, 54 et 63 du Traité CE) et devra être adoptée selon la procédure de co-décision.



Garantir la sécurité dans l'espace sans frontières

Toutes les mesures d'accompagnement essentielles destinées à garantir la sécurité au sein d'un espace intérieur sans frontières sont soit adoptées, soit en voie d'adoption par le Conseil (voir encadré). Les trois propositions de directives présentées le 12 juillet 1995 viennent compléter ce dispositif réglementaire qui permettra d'assurer la libre circulation des personnes entre les Etats membres à partir du 31 décembre

1996, date prévue pour leur entrée en vigueur. En principe, ce délai laisse le temps aux Etats membres de préparer le terrain pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement. Si tel n'était pas le cas, la Commission proposera une date ultérieure pour leur entrée en vigueur. En principe, ce délai laisse le temps aux Etats membres de préparer le terrain pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement.

Etat d'avancement des mesures d'accompagnement essentielles au 30/09/1995

Schengen	Union européenne
Franchissement des frontières intérieures (Art. 2)	<ul style="list-style-type: none"> Proposition de directive sur la suppression des contrôles aux frontières intérieures Proposition de directive "adaptation du droit dérivé"
Franchissement des frontières extérieures (Art. 3-8)	<ul style="list-style-type: none"> Projet de Convention "Frontières extérieures"(CFE)
Politique des visas (Art. 9-18)	<ul style="list-style-type: none"> Projet de CFE Règlement n°2317/95 "liste des pays tiers" Règlement n°1683/95 "modèle type de visa"
Conditions de circulation des étrangers (Art. 19-24)	<ul style="list-style-type: none"> Proposition de directive "droit de voyager"
Responsabilité des transporteurs (Art. 26)	<ul style="list-style-type: none"> Projet de CFE
Responsabilité pour le traitement des demandes d'asile (Art. 28-38)	<ul style="list-style-type: none"> Convention de Dublin du 15 juin 1990
Coopération policière (Art. 39-47)	<ul style="list-style-type: none"> Accords bilatéraux et multilatéraux
Application du principe "ne bis in idem" (Art. 54-58)	<ul style="list-style-type: none"> Convention de mai 1987 sur l'application du principe "ne bis in idem"
Extradition (Art. 59-66)	<ul style="list-style-type: none"> Projet de convention sur l'extradition Projet de convention Système d'Information et d'Echange (SIE) Convention du 10 mars 1995 sur les procédures d'extradition simplifiées
Stupéfiants (Art. 70-76)	<ul style="list-style-type: none"> Rapport analytique pour une stratégie de lutte contre la drogue (en préparation) Règlement n°3637/90, n°3769/92 et directive 92/109.CE sur les précurseurs
Armes à feu et munitions (Art. 77-91)	<ul style="list-style-type: none"> Directive 91/477/CE "armes" Recommandation 93/216/CE (carte européenne d'armes à feu) Directive 93/15/CE "mise sur le marché et contrôle des explosifs à usage civil"
SIS (Art. 92-119)	<ul style="list-style-type: none"> Projet de Convention SIE

References:

- Proposition de directive relative au droit des ressortissants de pays tiers de voyager à l'intérieur de la Communauté COM(95)346 fin du 12.07.1995
- Proposition de directive du Conseil relative à la suppression des contrôles sur les personnes aux frontières intérieures COM(95)347 fin du 12.07.1995
- Proposition de directive modifiant la directive 68/360/CEE et 73/148/CEE, COM(95)348 fin du 12.07.1995

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Jan de Ceuster DGXV-A3
Tél.: (322)296 10 72
Fax: (322)295 60 90

New Strategy on Accounting:

Closer cooperation between the Commission and Member States

The Commission intends to present to the Internal Market Council of 23 November 1995 its new strategy on accounting. It is based on the principles of subsidiarity and proportionality. Although an amendment of existing Accounting Directives is not excluded per se, the intention is to improve the present situation without legislation changes. This implies a close cooperation between the Commission and Member States on accounting matters.

Although the Accounting Directives (main-

the users of the accounts and clearly affects the competitiveness of European business.

As Mario Monti, Commissioner for Internal Market and Financial Services, pointed out at the Conference of the International Organisation of Securities Commissions in July in Paris: "We believe that companies should only be required to prepare one set of consolidated accounts and we plan to examine the possibility for European com-



ly the Fourth Directive on annual accounts and the Seventh Directive on consolidated accounts) have had a positive impact on the quality of financial reporting in the EU, comparability of accounts is still difficult. Large European companies looking for capital on international markets are confronted with the problem that the accounts which they prepare on the basis of their national legislation following from the Accounting Directives are not considered satisfactory. As a result, two different sets of accounts must be prepared. This is not only burdensome but is also confusing for

panies, with an international vocation, to prepare their accounts on the basis of international accountings standards". In order to dismiss some rumors he added: "This is not an appeal for the creation of a European Accounting Standard Board, nor is it our intention to create a new layer of European accounting standards on top of the existing layers".

For more information,
please contact
Karel van Hulle DGXV D-3
Tel.: (322)295 79 54
or 295 34 70
Fax: (322)295 47 45

Trade restrictions:

Commission action bears fruit

IN BRIEF

Free movement of services

A Decision to send Spain a Reasoned Opinion under formal EC infringement proceedings has been adopted by the Commission on 20 July 1995. The Commission considers that the Spanish statute on private security services is a violation of the EC Treaty's rules on freedom of establishment (Article 52), free movement of workers (Article 48) and free provision of services (Article 59), because the Spanish statute provides that only Spanish companies can provide the service in Spain and that the security staff must be of Spanish nationality.

For more information, please contact
Suzanne Jessel DGXV E-1
Tel.: (322)296 22 94

The Commission decided on 20 July 1995 to terminate a number of infringement proceedings involving Community rules on the free movement of goods (Article 30 of the EC Treaty) since the problems in question have been resolved.

The following cases were closed:

- The Commission asked the Spanish authorities to amend their legislation on alcohol-free beer by inserting a mutual recognition clause guaranteeing the freedom to market such beverages. In limiting the description "beer" to those beers with an alcohol content of more than 3%, Spanish legislation previously excluded alcohol-free or low-alcohol beers, although they were legally produced and marketed as such in the other Member States. A Royal Decree of 20 January 1995 authorised, in accordance of the principle of mutual recognition, the marketing in Spain of alcohol free beer legally produced or marketed in another Member State of the Union or the European Economic Area.
- Provisions breaching Community rules on public supply contracts which were contained in the legislation of the region of Lombardy (Italy), have been abolished. The pre-selection mechanism provided for in cases where contracts were below the thresholds laid down in the Directive 77/62/EEC on public supply contracts has been removed. In restricting the scope of its pre-selection coverage to the regional or national territory alone, this mechanism breached the principle of non-discrimination, which is of fundamental importance to the internal market as a whole and to public procurement in particular.
- Enterprises established in certain particularly underprivileged regions of Greece had since 1952 been given preferential treatment in the award of public supply contracts. In view of the difficulties involved in reforming the regional preference arrangements to make them compatible with Community law, the Greek authorities have abolished the system for all con-

tracts, whether they are above or below the thresholds laid down in the Community Directives. The result was that firms in the regions concerned were enabled to win contracts even when the price offered was 2% to 15% higher than the lowest tenders submitted by firms established in other regions.

- The Greek authorities have agreed at the request of the Commission to amend the Food Code in force in Greece in order to enable non-alcoholic beverages with a fruit-juice content of less than 20% to be marketed where the label specifies the fruit-juice content. Closing the Greek market to beverages produced and marketed in another Member State merely because they had a low juice content or contained certain additives (even though there were authorised by the Community Directive) was excessive in regard to consumer protection.
- The Spanish authorities have adopted a circular allowing individual type approval for private right-hand-drive cars in certain cases provided that they meet the safety requirements of the motor vehicles Directives, particularly where rear-view mirrors and headlights are concerned. Under the previous legislation, measures concerning the safety of drivers prevented right-hand-drive cars from being registered.

EN BREF

Non reconnaissance des diplômes

La Commission a décidé le 20 juillet 1995 de saisir la Cour de Justice contre l'Espagne pour ne pas avoir transposé, en ce qui concerne les médecins, la directive 90/658/CEE adaptant les directives de reconnaissance des diplômes et de coordination de la formation, suite à l'unification allemande. Tel est aussi le cas, dans une moindre mesure, pour les architectes. Cette directive aurait dû être intégralement transposée dans le droit espagnol au plus tard le 1er juillet 1991. Un avis motivé envoyé le 20 décembre 1994 est resté sans réponse.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Isabel Alvarez Cuartero
DGXV E-2
Tél.: (322)296 05 66
Fax: (322)295 93 31

For more information, please contact
Etienne de Perrier
DGXV B-1
Tel.: (322)299 49 71
Fax: (322)295 71 91

Libre circulation des personnes:

Pour une Europe ouverte, solidaire et sûre

Single Market News vous présente un dossier spécial consacré à la libre circulation des personnes suite aux trois propositions de directives présentées par la Commission le 12 juillet 1995.

L'objectif de ce dossier spécial n'est pas de fournir une analyse détaillée du contenu des trois propositions de directives (vous pouvez obtenir les textes des propositions auprès de la DGXV, voir références dans le dossier), mais d'expliquer le contexte dans lequel ces propositions ont vu le jour et leur impact sur la vie quotidienne des citoyens des Etats membres et des ressortissants de pays tiers désirant voyager à travers la Communauté.

Ces propositions ont suscité au sein des milieux politiques un certain nombre d'interrogations légitimes - "Pourquoi sont-elles présentées maintenant? De telles propositions relèvent-elles entièrement de la compétence communautaire?" - auquel il convient d'apporter une réponse, mais ont également fait l'objet de vives critiques qui ne sont pas fondées - "La Commission propose des mesures qui vont renforcer le terrorisme, le trafic de drogue

et l'immigration clandestine" - et que la Commission se doit de réfuter.

La montée de certains extrémismes, en Europe et dans le monde, combinée à une situation économique difficile caractérisée par un chômage élevé, sont des facteurs "historiques" engendrant un repli sur soi et un nationalisme exacerbé: on a vu à quoi ces tendances ont mené par le passé ... on a vu également que la construction européenne et la solidarité entre les peuples qui s'en est suivie a largement contribué à éviter une troisième guerre mondiale en Europe au cours des 50 dernières années. Les propositions présentées par la Commission en juillet contribueront à renforcer le sentiment d'appartenance à une Union européenne qui se veut ouverte, libre, prospère et qui se donne les moyens d'assurer la sécurité de ses concitoyens à l'intérieur de ses frontières.

EN BREF

Libre circulation des infirmiers

La Commission a décidé le 20 juillet 1995 d'envoyer un avis motivé à la France concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes d'infirmiers. Cette décision a été prise parce que la France n'a pas modifié la législation qui impose aux infirmiers spécialisés des autres Etats membres de se soumettre aux épreuves finales portant sur toute la formation s'ils veulent accéder à la profession d'infirmier des soins généraux. Parce qu'elle ne prend pas en considération la formation acquise dans les autres Etats membres, cette obligation est contraire aux règles du Traité CE concernant la libre circulation des travailleurs (article 48) et la liberté d'établissement (article 52) tels qu'interprétés par la jurisprudence de la Cour de Justice dans les arrêts Heylens (Affaire 222/86 du 15/10/87) et Vlassopoulou (Affaire 340/89 du 7/5/91).

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Isabel Alvarez Cuartero DGXV E-2
Tél.: (322)296 05 66
Fax: (322)295 93 31



Utility

Creating quick, simple and cheap

Résumé

La Commission a adopté le 19 juillet 1995 un Livre Vert sur le modèle d'utilité. Le modèle d'utilité est un titre de protection industrielle destiné à protéger des inventions techniques qui ne sont pas assez innovatrices pour pouvoir bénéficier d'une protection par un brevet. Or, les régimes de protection très différents qui existent actuellement dans les Etats membres freinent l'innovation, représentent un obstacle à la libre circulation des marchandises et peuvent créer des distorsions de concurrence. Pour y remédier, la Commission propose de créer un nouveau titre de protection communautaire par modèle d'utilité qui serait valable directement dans tous les Etats membres.

The Commission adopted on 19 July 1995, on the initiative of Internal Market Commissioner Mario Monti, a Green Paper on Utility Model protection. An utility model is a registered right which confers exclusive protection for a technical invention that is less novel or innovative than is required to gain patent protection. Utility model protection exists in twelve Member States, but systems differ widely from each other. In the Commission view, there is a need to create a new Community protection system which would offer fast, simple and inexpensive protection valid directly in all Member States. The Green Paper invites Member States, the European Parliament and interested third parties to comment on whether there should be Community action in this field and on the content of such action.

Present situation

Some form of utility model protection exists in France, Belgium, Portugal, Ireland, Italy, Spain, Germany, Denmark, Greece, the Netherlands, Finland and Austria. There are no comparable rights in the United Kingdom, in Sweden or in Luxembourg. A comparison of the national systems shows that there are wide differences between the requirements for utility model protection; the differences are such that as things stand it would not be practicable to apply those systems in a cross-border context.

A comparison of the various national systems shows that greater use is made of systems which require only a small inventive step than is made of those where the inventive step required is the same as what would be needed for a full-scale patent. The industries most often concerned are mechanical engineering, electrical engineering, precision instruments and optics.

The main reasons cited for seeking this form of protection are as follows:

- quick, simple registration;

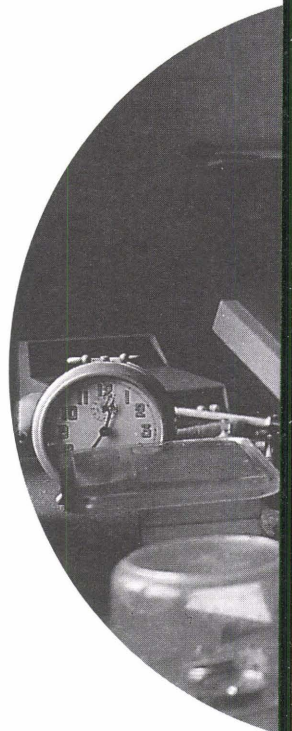
- less stringent requirements than for patents;
- low cost;
- temporary protection pending the grant of a patent.

An analysis of the perceived importance of inventions reveals that small businesses are particularly conscious of the need to intensify their innovative activity to stand up to increased competition. They feel that inventions involving small inventive steps or short periods of exploitation will grow in importance in future; this would bring an expansion in demand for protection which can best be met by utility models. Manufacturers, inventors and patent lawyers all see a great economic need for a unified system of utility models in the European Union.

Effects on the common market

The Commission has studied the economic significance of utility model protection in order to establish whether these differences have a negative impact on the single market. At present, an intellectual property right conferred by the law of a Member State provides protection only on the territory of that State. Therefore, the holder of such a right can prevent third parties from importing protected goods which have been produced and marketed without his consent. Thus the intellectual property rights conferred by the Member States can of their nature be used to hinder the free movement of goods.

Furthermore, companies or individual inventors wanting to exploit an invention in several States have to familiarise themselves with a number of different systems or take expensive advice in each of the Member States concerned. The situation may be bearable in the case of big companies that can invest large sums of money in the promotion and protection of their inventions, but for individual inventors and for small businesses such efforts are often unbearable. This restricts innovative activity on the part of such businesses and consequently distorts competition.



Model:

protection across the Union

All this lead the Commission to the conclusion that an action at Community level is needed in this field to promote innovation and guarantee fair competition and free movements of goods.



What kind of protection should be granted ?

In Commission's view, there's a need for a system that offers a protection:

- for short-lived technical inventions,
- for technical inventions which involve only a small inventive step,
- which can be obtained rapidly and simply
- which is inexpensive
- which can be rapidly published, so that the public is informed quickly

What instrument should be chosen ?

Several options are open:

1. a *Directive* to harmonise the national systems of protection and introduce utility model protection in those countries where it does not currently exist.

2. a *Directive* to harmonise the national systems together with cooperation between national offices: this would lead to a cross-border protection which could be obtained by a single application

3. a *Regulation* establishing a new *Community protection right* which would be valid directly in all Member States and be secured by means of one application and one set of proceedings at one Community office

The results so far obtained in surveys of patent lawyers acting as advisers and of companies and individual inventors show that a majority would like to see a user-friendly system whereby protection could be secured in three to five Member States by means of a single application. This cannot be achieved simply by aligning national law. The Commission takes the view, therefore, that harmonisation of national systems would go some way towards improving the situation, but would not solve all the problems which arise.

A combination of different possibilities might be the best way of ensuring that a future system was even better tailored to the needs of the single market. As with trade marks and designs, then, a *Directive* harmonising national systems of protection might be combined with a *regulation* establishing a new single utility model right valid throughout the EU.

Resümee

Am 19. Juli 1995 hat die Kommission ein Grünbuch zum Gebrauchsmusterschutz angenommen. Das Gebrauchsmuster ist ein gewerbliches Schutzrecht, das technische Erfindungen schützen soll, deren Erfindungshöhe für ein Patent nicht ausreicht. Die in den Mitgliedstaaten derzeit bestehenden sehr unterschiedlichen Schutzsysteme hemmen die Innovation, behindern den freien Warenverkehr und können den Wettbewerb verzerren. Um dem abzuwehren, schlägt die Kommission die Einführung eines gemeinschaftlichen Gebrauchsmusters vor, das in allen Mitgliedstaaten unmittelbar gelten soll. Die Mitgliedstaaten, das Europäische Parlament und alle Interessierten sind aufgefordert, zu diesem Grünbuch Stellung zu nehmen

References:

Green Paper on Utility Model COM(95)370 Final 19 July 1995

For more information, please contact
Jobst von Kirchmann
DGXV E-3
Tel.: (322)296 58 24
Fax: (322)296 17 36

Data Pro

Protection of personal data

Following the adoption by the Council of the Directive on the protection of personal data on 24 July 1995, Member States have three years to implement rules guaranteeing the protection of individuals with regard to the processing of personal data. The harmonised legal framework created will ensure the free movement of personal information within the Union.

By safeguarding the privacy of EU citizens and providing them with important new rights, the Directive is seen as a vital measure to increase consumer confidence in the new emerging "information society" services, and at the same time contributes to the climate of legal certainty necessary to encourage private investment in these services.

Until now, differences in national data protection laws have created potential obstacles to transfers of personal data between Member States. This has been a particular problem, for example, for multinational companies wishing to transfer data concerning their employees between their operations in different Member States. Free movement of data is particularly important also for services such as distance selling and financial services.

In practice, banks and insurance companies want to co-operate on a European level by exchanging large quantities of personal data inter alia on such highly sensitive issues as credit ratings and credit-worthiness.

The Directive aims to narrow divergence between national data protection laws to remove these obstacles to the free movement of personal data within the EU and at the same time assure for any person whose data are processed in the Community an equivalent level of protection of his rights, in particular his right to privacy, irrespective of the Member State where the processing is carried out.

A clear and stable regulatory framework

The Directive will establish a clear and stable regulatory framework and lays down common rules to be observed by those who collect, hold or transmit personal data. In particular, there is an obligation to collect data only for specified, explicit and legitimate purposes and for data to be held only if they are relevant, accurate and up-to-date.

The Directive defines six grounds for the legitimacy of personal data processing:

- consent of the data subject
- contract with the data subject
- legal obligation
- vital interest of the data subject
- public interest (in the case of public administrations)
- the legitimate interest in processing data where it is not overridden by the interest of the data subjects

and grants a number of important rights to data subjects including:

- the right to access data concerning them
- the right to know where the data originated (when this information is available)
- the right to have inaccurate information rectified
- a right of redress in the event of unlawful processing
- the right to withhold permission to use their data in certain circumstances
- the right to opt-out free of charge from being sent direct marketing material, without providing any specific reason

Specific cases

In the case of sensitive data, (individuals' ethnic or racial origin, political or religious beliefs, trade union membership, data concerning health or sexual life), the Directive establishes that they can only be processed with the explicit consent of the individual, except in specific cases such as for medical or scientific research carried out for reasons of important public interest. Where such exemptions apply alternative safeguards must be established.

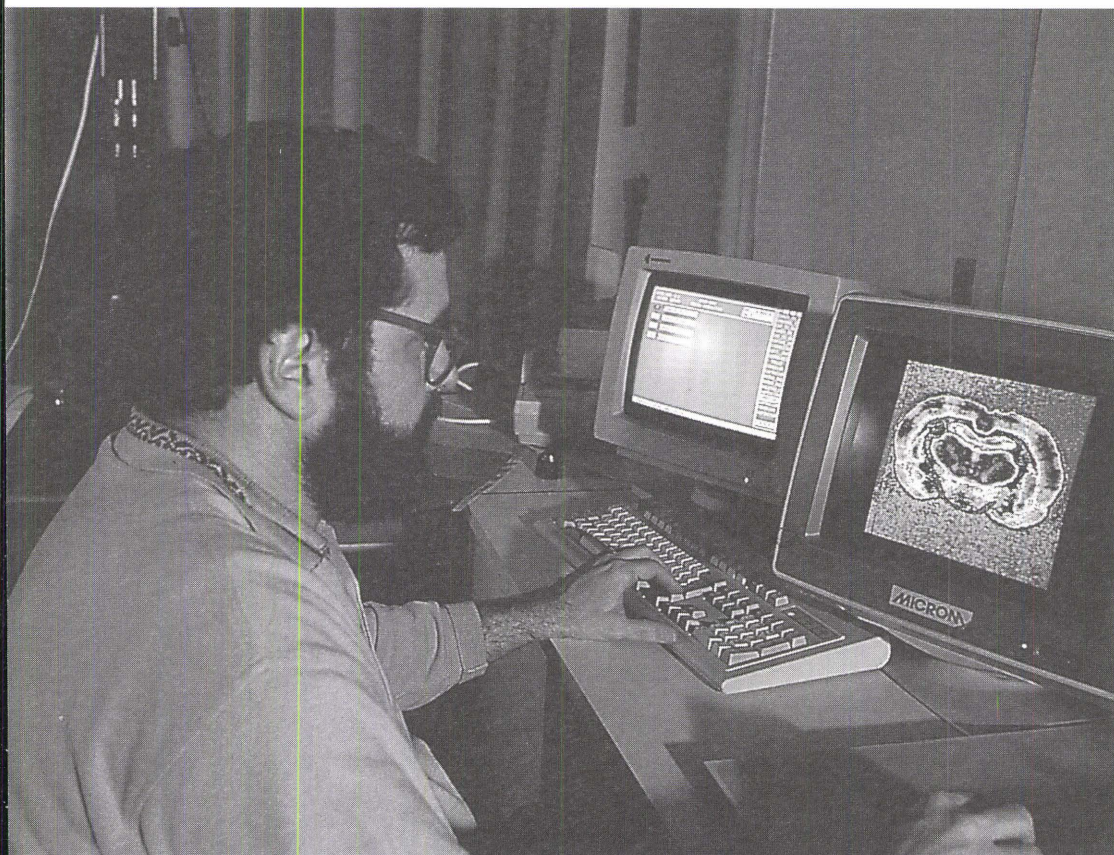
In the specific case of personal data used exclusively for journalistic, artistic or literary

Résumé

La directive sur la protection des données à caractère personnel a été adoptée par le Conseil le 25 juillet 1995. Grâce à un rapprochement des législations nationales jusqu'ici très différentes, cette directive facilitera la libre circulation des données à caractère personnel au sein de l'Union tout en garantissant la protection de la vie privée des personnes avec une force égale dans tous les Etats membres.

Protection:

Ensured at EU Level



purposes, the Directive requires Member States to ensure appropriate exemptions and derogations exist in order to strike a balance between guaranteeing freedom of expression and protecting the individual's right to privacy.

Trans-national processing and transfer to non-EU countries

For processing which takes place in several different Member States, the Directive lays down the principle that *the law of the Member State where a data controller is established applies*. This is particularly significant given that the flexibility of the Directive allows some small differences between national data protection regimes to persist.

For the case where data is transferred to *non-EU countries*, the basic rule is that the non-EU country receiving the data should *ensure an adequate level of protection*, although a practical system of exemptions and special conditions also applies. The ad-

vantage for non-EU countries who can provide adequate protection is that the free flow of data from all 15 EU states will henceforth be assured, whereas up to now each state has decided on such questions separately.

Monitoring

All Member States will be required to have *independent supervisory authorities* to provide advice and to monitor data processing on their territory. These authorities will have significant powers of investigation and intervention, as well as the power to involve judicial authorities where rules have been breached. The supervisory authority also has an important role in hearing complaints from the citizens who consider that their rights have been infringed.

Resümee

Die Richtlinie über den Schutz personenbezogener Daten ist am 25. Juli 1995 vom Rat erlassen worden. Durch die Annäherung der bis dahin sehr unterschiedlichen Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten wird die Richtlinie den freien Verkehr personenbezogener Daten innerhalb der Union erleichtern und gleichzeitig die Privatsphäre der Bürger in allen Mitgliedstaaten mit gleichem Nachdruck schützen.

References:
Directive 95/46/EEC
of 24 July 1995

For more information,
please contact Nick Platten,
DGXV D-I
Tel.: (322)295 98 62
Fax: (322)296 68 40

Plant-protection inventions:

The new Regulation will guarantee effective protection for 15 years

The Commission adopted on 5 October 1995, on the initiative of Mario Monti, Commissioner responsible for internal market, an amended proposal for a Regulation harmonizing the duration of industrial property rights in respect of plant-protection products (insecticides, fungicides and herbicides). The aim of the amended proposal (all the amendments proposed by the European Parliament have been incorporated) is to introduce a new industrial-property title, the *supplementary protection certificate*, which would safeguard rights in respect of plant-protection products for a *further 5 years* after expiry of the patent covering them. As a result, the *effective protection will be for a maximum overall period of 15 years* from the moment at which the product is first placed on the market in the Union.

The certificate would confer the same rights and impose the same obligations as

the basic patent safeguarding the plant-protection product concerned. It would be issued by the national patent offices, but the term of different certificates covering the same plant-protection product in several Member States would be worked out on the basis of specific references dates, one result of which would be that *the product in question would fall within the public domain on the same day throughout the Union*.

It is also planned to introduce *transitional arrangements* for products that are already on the market when the Regulation enters into force. The Commission propose to apply the supplementary-certificate system to all products approved within the Union after 1 January 1985 and for which the patent is still valid on the entry into force of the regulation. This provision would apply to a limited number of plant-protection products.

References:
COM(95)456 Final

For more information,
please contact
Pascal Leardini
DGXV E-3

Tel.: (322)296 13 06
Fax: (322)296 17 36

EN BREF

Procédures d'infraction

La Commission a décidé le 20 juillet 1995 d'envoyer des avis motivés à l'Irlande, au Luxembourg, au Portugal et aux Pays-Bas pour ne pas avoir adopté les dispositions législatives, réglementaires et administratives rendues obligatoires par la directive 92/100/CEE relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins et qui devait être transposée dans les législations nationales au plus tard le 1er juillet 1994. Un avis motivé a également été envoyé à l'Espagne pour demander à Madrid de modifier l'actuelle législation sur les brevets. Certaines dispositions de cette législation sont contraires aux règles CE sur la libre circulation des marchandises (article 30 du Traité) car elles interdisent au titulaire d'une licence pour un brevet en Espagne d'importer des produits couverts par cette licence.

Pour plus d'informations,
vous pouvez contacter
Jens Gaster DGXV E-4
Tél.: (322)296 19 73
Fax: (322)295 09 92

Design Protection:

EP gives firm backing to Commission Proposals

Following months of intensive lobbying, the European Parliament -pending a vote on the proposal for a Regulation on the Community Design - voted on 12 October with an overwhelming majority to endorse the Commission's proposal for a Directive on the harmonisation of national design protection. It also adopted a series of amendments which offer constructive solutions to some of the substantive issues to be settled before these long-awaited instruments can be adopted. Since these issues are identical for the two instruments also the proposal for a Regulation therefore made a major step forward. Parliament with the support of the Commission lowered the threshold for protection by making the protection requirement of individual character less stringent, in accordance with the wishes of

some sectors of industry. It also suggested an interesting modification to the repair clause, a hotly debated provision which aims at providing a level playing field in the market for spare parts, especially for cars.

Under the amendment, an initially foreseen phase-in period of three years has been removed, but the independent producers would now have to offer "fair and reasonable remuneration" to the right holder. The Commission will exploit the momentum gained through the EP's efforts to prepare an amended proposal as rapidly as possible.

For more information,
please contact
Bernard Posner
DGXV E-3
Tel.: (322)295 48 45
or 295 09 91
Fax: (322)296 17 36

Marchés Publics:

L'Allemagne condamnée par la Cour de Justice

La Commission conteste depuis plusieurs années les modalités suivies pour transposer les directives marchés publics en Allemagne. Dans un arrêt rendu le 11 août 1995 (Affaire C-433/93) dans le cadre d'une procédure ex-article 169 du Traité CE, la Cour de Justice a donné raison à la Commission estimant que l'Allemagne avait manqué à ses obligations au regard des directives marchés publics de travaux et de fournitures. En effet, cet Etat membre considérait comme suffisant la transposition des directives marchés publics de travaux et de fournitures par des règles de procédures purement privées. La Commission exigeait l'adoption de dispositions légales contraignantes per-

mettant aux soumissionnaires de connaître l'ensemble de leurs droits.

Dans son arrêt, la Cour a soutenu le point de vue de la Commission et a souligné l'importance de "protéger les soumissionnaires contre l'arbitraire". Selon la Cour, les actes de transposition des directives concernées doivent permettre aux soumissionnaires de "connaître la plénitude de leurs droits et de s'en prévaloir, le cas échéant, devant les juridictions nationales". En insistant sur l'importance de la protection des soumissionnaires et en précisant les moyens de protection requis, l'arrêt renforce aussi, dans le cadre d'autres procédures d'infraction dirigées contre l'Allemagne, la position de la Commission.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Matthias Petschke
DGXV B-3
Tél.: (322)296 68 67
Fax: (322)296 09 62

Arrêts du 1.08.95 au 15.10.95

- Arrêt de la Cour du 1er juin 1995 dans l'affaire C-123/94 Commission contre Grèce: libre circulation des travailleurs (Journal Officiel N°C229 du 2/09/1995)
- Arrêt de la Cour du 6 juin 1995 dans l'affaire C-434/93 demande de décision préjudicielle du Raad van Staat (Pays-Bas): libre circulation des travailleurs (J.O. N°C229 du 2/09/1995)
- Arrêt de la Cour du 29 juin 1995 dans l'affaire C-391/92 Commission contre Grèce: libre circulation des marchandises (J.O. N°C229 du 2/09/1995)
- Arrêt de la Cour du 29 juin 1995 dans les affaires conjointes C-109/94, C-207/94 et C-225/94 Commission contre Grèce: non-transposition des directives assurances 90/618/CE, 88/357/CE et 90/619/CE (J.O. N°C229 du 2/09/1995)
- Arrêt de la Cour du 6 juillet 1995 dans l'affaire C-470/93 demande de décision préjudicielle du Landgericht Köln/Verein gegen Unwesen in Handel und Gewerbe Köln.V. contre Mars GmbH: libre circulation des marchandises/ mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives (J.O. N°C229 du 2/09/1995)
- Recours introduit le 5 juillet 1995 par la Commission contre la France (Affaire C-234/95) pour non-transposition de la directive 92/50/CE sur la passation de marchés publics de services
- Ordonnance du Tribunal de Première Instance du 19 juin 1995 dans l'affaire T-107/94 Christina Kik contre le Conseil de l'Union européenne et la Commission: règlement CE N°40/94 sur la marque CE/ irrecevabilité manifeste du recours (J.O. N°C229 du 2/09/1995)
- Recours introduit le 6 juillet 1995 par la Commission contre la Grèce (Affaire C-236/95) pour ne pas avoir notifié dans le délai imparti les mesures de transposition de la directive 89/665/CE sur l'application des procédures de recours en matière de passation de marchés publics de fournitures et de travaux (J.O. N°C248 du 23/09/1995)
- Demande de décision préjudicielle présentée par ordonnance du Bundesgerichtshof, rendue le 29 juin 1995, dans l'affaire C-251/95 SABEL BV contre Puma AG: interprétation de la directive 89/104/CE sur les marques (J.O. N°C248 du 23/09/1995)
- Recours introduit le 20 juillet 1995 par la Commission contre l'Allemagne (affaire C-253/95) pour ne pas s'être conformée à la directive 92/50/CE sur la coordination des procédures de marchés publics de services J.O. N°C248 du 23/09/1995)
- Demande de décision préjudicielle présentée par ordonnance de la High Court of Justice, rendue le 13 juillet 1995, dans l'affaire Merck & Co Inc. et autres contre Primecrown Ltd et autres (affaire C-267/95) relative à l'étendue de la protection par brevet des produits pharmaceutiques en Espagne et au Portugal (J.O. N°C248 du 23/09/1995)

Propriété intellectuelle et société de l'information

Les règles actuelles sont-elles suffisantes?

La Commission a adopté, le 19 juillet 1995, à l'initiative du commissaire européen responsable du marché intérieur Mario Monti, un Livre vert sur le droit d'auteur et les droits voisins¹ dans la société de l'information. Le Livre vert est destiné à lancer un débat sur l'opportunité de mettre en place de nouvelles règles communautaires en matière de propriété intellectuelle pour tenir compte des progrès technologiques qu'apportera la société de l'information.

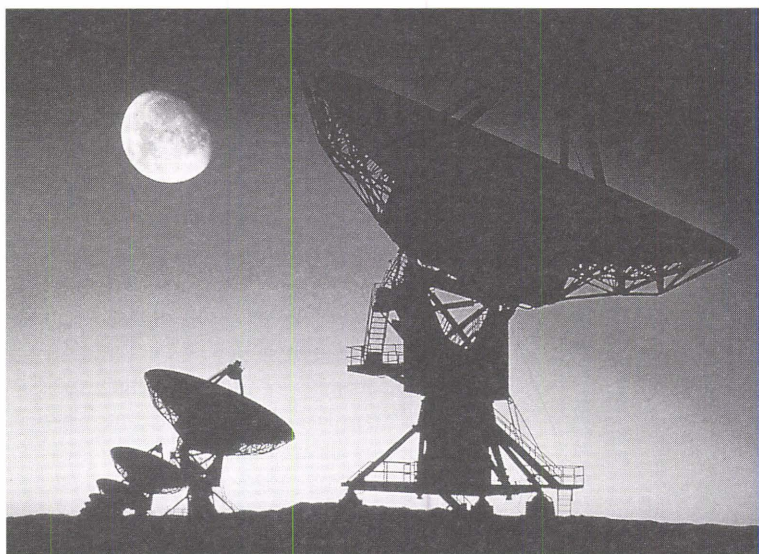
Summary

A Green Paper on copyright and related rights in the Information Society was adopted on 19 July by the Commission. The Green Paper examines a range of issues arising from the impact of new technologies and the Information Society on copyright and related rights (rights of performers, phonogram producers and broadcasters). On the basis of interested parties' responses to the questions raised in the Green paper, the Commission will assess the need for new EU-level measures and the form such measures should take.

La Commission européenne a toujours été en faveur d'un niveau élevé de protection de la propriété intellectuelle afin de promouvoir le travail de création et d'innovation. Dans le contexte de la société de l'information, cette protection revêt une importance toute particulière. En effet, pour que les investissements massifs nécessaires à la construction des infrastructures soient engagés, il faut que les investisseurs soient assurés que des services existeront en nombre suffisant pour que l'infrastructure soit utilisée par les consommateurs et que les investissements deviennent rentables. Et, à leur tour, pour que les créateurs produisent ces nouveaux services, ils faut qu'ils aient la garantie que leurs droits de propriété intellectuelle seront protégés de façon adéquate. La question posée par le Livre vert est de savoir si les règles actuelles sont suffisantes pour protéger les nouveaux services de la société de l'information.

Situation actuelle

A ce stade, cinq directives importantes couvrent certains aspects touchant à la propriété intellectuelle dans la société de l'information. Il s'agit de la directive sur la protection juridique des programmes d'ordinateurs, la directive sur le droit de location, de prêt et certains droits voisins, la directive sur la coordination des règles de droit d'auteur et droits voisins pour la radiodiffusion par satellite et la retransmission par câble, la directive sur l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et des droits voisins et la proposition de directive sur la protection juridique des bases de données (qui a fait l'objet d'une po-



sition commune au Conseil le 10 juillet 1995). A cela il faut ajouter la directive sur la protection des données à caractère personnel (adoptée le 24 juillet 1995, voir article en page), qui ne relève pas du droit d'auteur mais est essentielle pour le bon fonctionnement de la société de l'information car elle établit des règles claires pour protéger la vie privée des individus lors du traitement électronique de données à caractère personnel tout en assurant la libre circulation de ces données au niveau communautaire.

Mais, ces deux directives ainsi que les autres textes communautaires en matière de droits d'auteur et droits voisins n'apportent pas de réponse à un certain nombre de questions essentielles posées par le développement des nouvelles technologies de numérisation, du multimédia et de la diffusion transfrontière, etc. Ce sont ces questions qui sont posées dans le Livre vert. A la lumière des réponses qui seront apportées par les Etats membres, le Parlement européen et les milieux intéressés, la Commission présentera des propositions dans le courant de l'année 1996.

Questions essentielles posées par le Livre vert

1. Dans la société de l'information, la plupart des œuvres seront diffusées sous une forme numérique. La numérisation permet d'effectuer un nombre illimité de copies

l'information:

présentant la même qualité que l'original.
Le droit communautaire doit-il subordonner la numérisation d'une oeuvre à l'obtention d'une autorisation préalable du premier titulaire de droit ?

2. Les nouvelles technologies entraîneront une augmentation importante des communications directes entre les prestataires de services et les particuliers qui reçoivent des services en ligne.

Où se situe la limite entre la "communication au public", qui nécessite une autorisation préalable du titulaire du droit, et la "communication individuelle", qui est en principe tolérée ?

3. Les autoroutes de l'information vont permettre l'apparition de nombreux types nouveaux de transmissions numériques.
Le droit de location (déjà harmonisé par la directive 92/100/CEE) offre-t-il une protection adéquate au titulaire de droit dans le cas de transmissions électroniques ?

4. La radiodiffusion numérique par canaux multiples, les consommateurs pourront enregistrer un grand nombre de copies parfaites des oeuvres diffusées.
Les titulaires de droits particuliers doivent-ils bénéficier d'un droit de radiodiffusion exclusif ?

5. Dans la société de l'information, la réception de services par réseau se fera vraisemblablement dans un grand nombre de pays.

Dans ces conditions, faut-il remplacer la règle traditionnelle qui consiste à appliquer le droit du pays où est demandée la protection du droit d'auteur par une nouvelle règle telle que le principe du pays d'origine (en vertu duquel le régime des droits d'auteur du pays d'origine s'applique dans l'ensemble de l'Union européenne); et si oui, quelles conditions doivent être remplies ?

6. L'élaboration de produits multimédias et d'autres nouveaux services nécessite une identification aisée des titulaires de droits et l'acquisition des droits à des conditions équitables.

Les sociétés de gestion collective ont-elles des réponses adéquates à apporter à ces défis concernant la gestion des droits ? De nouvelles initiatives sont-elles nécessaires ?

7. La numérisation offre de nouvelles manières d'identifier et de protéger les oeuvres. Ces techniques peuvent améliorer et faciliter la gestion des droits.

L'industrie est-elle disposée à chercher un accord sur les moyens techniques qui permettront ce type d'évolution ? Une intervention réglementaire au niveau de l'Union européenne est-elle nécessaire ?

8. La numérisation permet d'adapter ou de transformer facilement des oeuvres existantes (par exemple, de colorier un film noir et blanc, d'insérer des images de synthèse, etc.).

Faut-il harmoniser le droit moral à l'échelle communautaire pour que les auteurs puissent refuser que leur oeuvre soit modifiée sans leur consentement ?

Outre le Livre vert sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information, la DGXV travaille actuellement à l'élaboration de deux autres Livres verts concernant le cadre législatif de la société de l'information, l'un consacré au cryptage dans l'audiovisuel et l'autre aux communications commerciales.

¹ les droits voisins sont les droits des interprètes et exécutants, des producteurs de phonogrammes et des radiodiffuseurs

Resümee

Am 19. Juli 1995 nahm die Kommission ein Grünbuch zum Urheberrecht und zu den verwandten Schutzrechten in der Informationsgesellschaft an. Das Grünbuch setzt sich mit den Auswirkungen der neuen Technologien und der Informationsgesellschaft auf das Urheberrecht und die Leistungsschutzrechte (Rechte der ausübenden Künstler, Tonträgerhersteller und Sendeunternehmen) auseinander. Die Kommission wird anhand der Antworten der Fachkreise auf die im Grünbuch angesprochenen Fragen prüfen, ob und in welcher Form neue Maßnahmen auf Unionsebene eingeführt werden sollten.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter
Carole Croella
TEL:(322)295 17 24
FAX:(322)295 09 92

Au Journal Officiel

■ N°C230 du 4/09/1995

- Question parlementaire P-1526/95 posée par Eva Kjer Hansen à la Commission (utilisation par un salarié d'un véhicule d'entreprise immatriculé dans un autre Etat membre que celui où il réside)

■ N°C233 du 7/09/1995

- Procédure ouverte 95/C 233/04 pour une étude sur le coût des services bancaires

■ N°C236 du 11/09/1995

- Avis du CES (session de mai/juin 1995) sur les transferts de fonds dans l'Union européenne: transparence, qualité d'exécution et stabilité

■ N°C241 du 16/09/1995

- Liste des bureaux de douane compétents pour l'accomplissement des formalités d'exportation des biens culturels, publiée en application de l'article 5 paragraphe 2 du règlement CE N°3911/92

■ N°L224 du 21/09/1995

- Décision du Comité mixte de l'EEE n°24/95 du 19 mai 1995 modifiant l'annexe IX (services financiers) de l'Accord EEE (intégration à l'Accord des dispositions découlant de la décision de la Commission du 21/12/1992 relative à l'application de la directive 72/166/CEE concernant l'assurance responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et au contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité)

■ N°C253 du 29/09/1995

- Proposition de directive modifiant la directive 93/6/CE du 15 mars 1993 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédits et la directive 93/22/CE du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières.

■ N°C254 du 29/09/1995

- Douzième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire - 1994.

■ N°256 du 2/10/1995

- Avis (session de juillet 1995) du Comité Economique et Social (CES) sur la proposition de directive modifiant les directives 89/398/CE sur la passation des marchés publics de services, 93/36/CE (fournitures), 93/37/CE (travaux) et 93/38/CE (secteurs "exclus").

- Avis du CES (session de juillet 1995) sur la proposition de directive visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été délivrée.

■ N°C257 du 2/10/1995

- Question parlementaire E-403/95 posée par Edward Newman (PSE) à la Commission (abolition des contrôles aux frontières)

- Question parlementaire E-587/95 posée par Mihail Papayannakis (GUE/NGL) à la Commission (profession d'expert-comptable - reconnaissance des diplômés)

- Question parlementaire E-594/95 posée par Hugh Mc Mahon (PSE) à la Commission (non-respect par les Etats membres des dispositions concernant l'harmonisation des diplômés)

- Question parlementaire E-1121/95 posée par Jannis Sakellariou (PSE) à la Commission (inscription des citoyens de l'Union européenne sur les listes électorales).

■ N°L234 du 3/10/1995

- Règlement CE N°2317/95 du 25 septembre 1995 déterminant la liste des pays tiers dont les ressortissants doivent être munis d'un visa lors du franchissement des frontières extérieures des Etats membres.

PUBLICATIONS

“Le marché unique”

La Direction Générale X (Information, Communication, Culture, Audiovisuel) vient de rédiger une brochure sur le marché unique qui explique en une quarantaine de pages le fonctionnement de ce grand marché, ses règles et les avantages concrets que les 370 millions de citoyens et les milliers d'entreprises peuvent en retirer. Cette brochure permet à des non-initiés de se familiariser avec les arcanes du marché unique et d'avoir une vue d'ensemble de son fonctionnement et de ses différentes facettes (libre circulation des marchandises, protection de la propriété intellectuelle, harmonisation de la TVA, réseaux trans-européens, virements transfrontaliers, monnaie unique, dimension externe, etc.).

Pour pouvez obtenir cette brochure “Le marché unique”, série l'Europe en mouvement”, n° ISBN 92-826-9785-1, auprès de l'Office des publications officielles de la communauté européenne.

Tél.: (352)499 28 -1

Fax: (352)48 85 73 / 48 68 17

DIVERS

Changements dans l'organigramme de la DGXV

Heinz Zourek, ancien membre dirigeant du Collège de l'Autorité de Surveillance des pays de l'AELE a été nommé le 15 septembre 1995 directeur-général adjoint de la DGXV, responsable des Directions B (libre circulation des marchandises et marchés publics) et E (propriété intellectuelle et industrielle; liberté d'établissement et prestation de services, notamment le domaine des professions réglementées et des médias).

Tél.: (322)299 16 04

Fax: (322)296 39 24

Bridget Czarnota, actuellement responsable des relations avec les pays d'Europe centrale et orientale à la Direction, sera détachée par la DGXV à partir du 1er janvier 1996 pour occuper le poste de Directeur du Bureau d'échanges et d'information pour les pays d'Europe centrale et orientale.

AGENDA

Conseil Marché Intérieur du 23/11/95

L'ordre du jour provisoire du Conseil prévoit:

- une discussion sur le fonctionnement du marché intérieur sur base du dernier rapport de la Commission sur l'état de transposition des mesures du Livre Blanc sur le marché intérieur
- la présentation de l'initiative “Citizens First”
- la présentation du rapport d'avancement sur la coopération administrative
- le suivi du Livre blanc sur les pays d'Europe Centrale et Orientale avec en marge du Conseil une rencontre informelle avec les ministres des PECOs.
- l'adoption finale de la proposition de directive instaurant une procédure d'information sur les mesures nationales dérogeant au principe de la libre circulation des marchandises (voir détails dans le dernier numéro du DGXV News)
- l'adaptation des directives sur les marchés publics à la lumière des résultats de l'Uruguay Round
- la présentation des trois propositions de la Commission concernant la libre circulation des personnes (voir dossier spécial en pages intérieures)
- une discussion sur la nouvelle stratégie comptable de l'Union européenne.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter

Heinz Koller DGXV A-I

Tél.: (322)295 11 53

Fax: (322)296 09 50

Single Market news

SINGLE MARKET NEWS

Editeur Responsable:

John Farnell DGXY A-1,

Tél.: (322)295 63 97

Fax: (322)296 09 50
295 43 51

Rédaction:

Corinne Cerf

Tél.: (322)512 56 61

Fax: (322)512 76 20

Abonnements:

Marisa Banasiak

Fax: (322)296 09 50

295 43 51

Printing:

Die Keure - Bruges

Reproduction autorisée, sauf à des fins
commerciales, moyennant mention de la source.